

Une croissance au ralenti

L'économie nationale devrait se situer à 2,8% en nette baisse par rapport aux troisième et quatrième trimestres de l'année dernière



Lire page 10

Le Groupe socialiste à la Chambre des représentants interpelle les ministres de la Justice, de la Transition numérique et de l'Éducation nationale



Page 2

La fiabilité des tests en question
Plusieurs cas positifs à Omicron passent sous le radar



Page 3

Youssef Hannani
n'est plus



C'est avec une grande tristesse et une profonde affliction que le personnel du Groupe Al Ittihad Presse, publiant les quotidiens Al Ittihad Al Ichiraki, Libération et le site Anwar Press, a appris le décès de notre collègue et ami, Youssef Hannani.

Le regretté a rendu l'âme la nuit du mardi 4 janvier suite à une longue maladie. En ces douloureuses circonstances, nous tenons à présenter nos condoléances les plus attristées à la famille et amis de notre cher regretté.

Puisse Dieu avoir l'âme du défunt en Sa Sainte Miséricorde.

Nous sommes à Dieu et à Lui nous retournons.

Le Groupe socialiste à la Chambre des représentants interpelle les ministres de la Justice, de la Transition numérique et de l'Education nationale

Actualité



Le Groupe socialiste à la Chambre des représentants a interpellé le ministre de la Justice à propos de la souffrance des enfants de femmes détenues.

Hanane Fetras souligne la souffrance des enfants de femmes détenues

«Les enfants innocents des femmes détenues crouissent dans les prisons, où règnent la souffrance et l'insécurité. Nous vous interpellons, monsieur le ministre, sur les mesures alternatives prises en faveur de ces mères emprisonnées, d'autant plus que l'infrastructure des prisons marocaines n'est pas en mesure de subvenir aux besoins des détenues accompagnées de leurs enfants ou des femmes enceintes », a souligné la députée ittiyahdie, Hanane Fetras, dans une question orale adressée au ministre de la Justice lors de la séance plénière du lundi 3 janvier.

Elle a ajouté dans une réaction à la réponse du ministre que quels que soient les beaux discours sur l'humanisation des prisons, assumer la maternité à l'intérieur des établissements pénitentiaires nécessite des besoins particuliers que nombre d'entre eux ne peuvent satisfaire.

La députée socialiste a fait savoir que la réalité des prisons au Maroc met à nu les lacunes de la loi 23-98, notamment au niveau des garanties accordées aux enfants des femmes incarcérées, soulignant que la souffrance psycholo-

gique de ces enfants augmente lorsqu'ils sont séparés de leurs mères pour des considérations judiciaires et remis à des personnes qui pourraient les exploiter dans la mendicité ou les placer auprès d'associations caritatives.

Pour toutes ces raisons, le Groupe socialiste appelle le ministre de la Justice à la mise en place des peines alternatives et non privatives de liberté au profit des femmes incarcérées accompagnées de leurs enfants.

Znaïdi Cherkaoui évoque les casse-têtes quotidiens liés à la simplification des procédures administratives

Pour sa part, le député du Groupe socialiste Znaïdi Cherkaoui a adressé une question orale, au cours de la même séance, au ministre délégué chargé de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration sur les mesures prises pour simplifier les démarches administratives.

Il a évoqué dans son intervention des problématiques quotidiennes liées à la simplification des procédures administratives, notant, à cet égard, qu'il y a des départements qui respectent les décisions et les lois, et d'autres qui les enfreignent, ce qui risque de lasser les citoyens et les administrés.

Le membre du Groupe socialiste a souligné que malgré les mesures et décisions prises à propos de ce sujet et la loi 55-19 qui prévoit la simplification des

procédures administratives, certaines administrations ne s'y conforment toujours pas, en précisant qu'il est déraisonnable de voir certains fonctionnaires exiger des documents farfelus comme le certificat de vie pour un citoyen vivant.

Abdelhamid Derraq

La généralisation de la numérisation de l'administration fait défaut dans certains établissements

L'intervention du député du même groupe parlementaire, Abdelhamid Derraq, était sur la même longueur d'onde, affirmant que l'application de la loi 55-19 par certains services administratifs et la généralisation de la numérisation de l'administration font défaut dans certains établissements.

Il a cité comme exemple le centre d'immatriculation des voitures à Tétouan, dont la superficie ne dépasse pas 120 mètres, qui est fréquenté par plus de 500 citoyens par jour venant de Tétouan, d'Oued Laou, de Beni Hassan, de M'diq et de Martil, ce qui provoque cohues et chaos.

Le député socialiste a souhaité que 2022 soit l'année de mise en oeuvre des réformes auxquelles aspire le citoyen marocain.

Aouicha Zelfi s'interroge sur la vision proactive et les mesures urgentes à même de garantir une reprise normale des études

D'autre part, la députée socialiste Aouicha Zelfi a adressé une question

orale au ministre de l'Education nationale, du Préscolaire et des Sports sur les mesures prises par le ministère après le retour des vacances.

Aouicha Zelfi a interpellé le ministre de tutelle sur la vision proactive et les mesures urgentes à même de garantir une reprise normale des études, notamment après la propagation du variant Omicron, ce qui a accru l'inquiétude des familles pour leurs enfants.

Nezha Abakrim fustige les conditions abusives exigées pour passer les concours de recrutement des cadres des AREF

Pour sa part, la députée du Groupe parlementaire de l'USFP, Nezha Abakrim a interpellé le ministre de l'Education nationale sur les conditions abusives exigées pour passer les concours de recrutement des cadres des Académies régionales d'éducation et de formation (AREF).

La députée ittiyahdie a souligné que la question des conditions exigées par ledit ministère comme la fixation de l'âge limite pour accéder à la profession d'enseignant à 30 ans est toujours d'actualité, tout en interpellant le ministre sur les véritables raisons qui ont poussé son département à se cramponner à de telles décisions injustes et abusives.

La fiabilité des tests en question

Plusieurs cas positifs à Omicron passent sous le radar

L'histoire du Covid-19 au Maroc retiendra que la première personne à avoir succombé au variant Omicron, c'était une femme de 67 ans, décédée plusieurs jours après avoir été admise dans un service de réanimation du Royaume. Mais dans les pages du livre de cette histoire, on retiendra aussi que l'évaluation de la propagation d'Omicron dans le pays a été pour le moins confuse et imprécise.

Face à la fulgurante avancée du virus (plus de 4000 nouveaux cas positifs au Covid-19 enregistrés entre lundi et mardi au Maroc) la stratégie «tester-tracer-isoler» est à privilégier. Elle a fait ses preuves par le passé et semble efficace pour freiner la propagation des mutants plus contagieux, en particulier le sud-africain. Mais les tests, qui ont longtemps été à l'épreuve des variants, montrent aujourd'hui quelques signes d'essoufflement. Renforçant l'hypothèse selon laquelle plusieurs personnes atteintes du variant Omicron, passent sans doute sous les radars des autorités sanitaires.

«J'ai effectué un test PCR après avoir ressenti quelques symptômes. Mais il s'est avéré négatif. Par conséquent, je me suis rendu au travail», se remémore G.B. Puis de poursuivre : «Mais mes collègues ont remarqué la persistance de mes symptômes et m'ont encouragé à aller voir un médecin. Ce dernier a été catégorique et m'a confirmé, après une radio pulmonaire, mon infection au variant Omicron, contrairement au résultat du test PCR». Et G.B n'est pas un cas isolé.



«Après avoir réalisé un test rapide à la pharmacie puis un test antigénique, qui se sont tous deux révélés négatifs, mon état de santé s'est détérioré. Ce qui m'a poussé à consulter un médecin qui a confirmé mon infection au variant Omicron», nous a confié une seconde personne, étonnée par l'aveu du médecin. «Toutes les personnes auxquelles j'ai diagnostiqué une infection au Covid-19 sont atteintes du variant Omicron», lui aurait-il indiqué.

Ces témoignages corroborent à la fois l'avancée de la vague d'Omicron dans les métropoles

du Royaume, mais aussi de la fiabilité très relative des tests utilisés actuellement, dont les faux négatifs se multiplient depuis l'apparition du nouveau variant. Des faux négatifs qui, par ricochet, jouent le jeu du virus. Un faux négatif est généralement un positif contagieux.

Preuve que les tests PCR perdent de leur efficacité, sur le Vieux Continent, le Centre commun de recherche (JRC) a jeté son dévolu sur une nouvelle méthode de détection du variant Omicron. La méthode ne nécessite pas de séquençage coûteux et chronophage. Le service scienti-

fique interne de la Commission européenne qui réalise des recherches et fournit des conseils scientifiques indépendants, préconise donc un nouveau test PCR pour mieux détecter le variant Omicron.

Mariya Gabriel, commissaire chargée de l'innovation, de la recherche, de la culture, de l'éducation et de la jeunesse, responsable du Centre commun de recherche, s'est réjouie de la découverte de cette nouvelle méthode qui permet «une détection plus rapide et abordable du variant Omicron et améliorera le suivi de sa propagation dans l'UE et dans le monde

entier». Un nouveau test dont la particularité réside en un réactif modifié, mis au point par le JRC. Il peut être commandé par les fournisseurs habituels de tests PCR et utilisé facilement.

Mais à l'évidence, le comité scientifique et les autorités sanitaires marocaines ne semblent pas pressés d'importer des connaissances et des outils scientifiques plus efficaces et les plus récents. Surtout qu'avec la propagation rapide de variants plus contagieux tels qu'Omicron, il est d'autant plus important d'effectuer des diagnostics précis.

Chady Chaabi

Les voyageurs marocains appellent à la réouverture des frontières

Menacés de faillite à cause de la fermeture des frontières, les voyageurs marocains ont appelé mardi à Rabat à «sauver» le tourisme, secteur important de l'économie, quasiment à l'arrêt à la suite de la reprise de la pandémie de coronavirus.

Environ 200 professionnels représentant des agences de voyages ont manifesté devant le siège du ministère du Tourisme pour exiger des mesures de soutien à leurs activités et la réouverture des frontières, ont constaté

des journalistes de l'AFP.

Patrons comme salariés de tour-opérateurs ont également réclamé l'ouverture d'un dialogue avec les autorités face à «l'effondrement dramatique» du secteur depuis le début de la pandémie.

«Ayez pitié de l'économie et du peuple», pouvait-on lire sur une pancarte.

Tous les vols de passagers au départ et à destination du Maroc sont suspendus depuis le 29 novembre et au moins jusqu'au 31 janvier en raison de la flambée du variant Omicron.

«La dernière fermeture des

frontières est un coup fatal, d'autres pays concurrents en ont profité, comme la Turquie, l'Égypte ou les Émirats», se désolait auprès de l'AFP Raja Ould Hamada, propriétaire d'une agence de voyages à Marrakech.

«Nous n'avons reçu aucun soutien, ni matériel ni moral. Nous demandons aux responsables du ministère de nous écouter et d'entendre nos difficultés», a-t-elle plaidé, s'inquiétant de «la déstabilisation et de la perte de crédibilité du secteur (marocain) auprès des compagnies aériennes internationales et des

investisseurs étrangers».

«Tout le monde sait que la situation est catastrophique! La question est: +que fait le gouvernement+?», a renchéri auprès de l'AFP Lahcen Zemat, président de la Fédération nationale de l'industrie hôtelière.

La Fédération demande «le report des crédits bancaires et la prise en charge des intérêts par l'Etat et surtout qu'on nous laisse travailler en rouvrant les frontières», a-t-il détaillé.

Face aux critiques, le ministre du Tourisme Fatima-Zahra Ammor s'est engagée à appliquer

un vaste plan de soutien. Une aide mensuelle de 2.000 dirhams a été promise aux salariés du secteur pour le dernier trimestre de 2021.

Sous l'effet des restrictions, les pertes du secteur touristique ont été évaluées à «au moins un milliard de dirhams» pour la saison des fêtes de fin d'année, selon un opérateur cité le mois dernier par le site d'information économique Medias24.

Les autorités justifient ces mesures drastiques par le fait de «préserver les acquis du Maroc dans la lutte contre la pandémie».

Clôture de la 10^{ème} édition de la conférence internationale de haut niveau, Atlantic Dialogues



Le Policy Center for the New South (PCNS) a clôturé la 10^{ème} édition de la conférence internationale de haut niveau, Atlantic Dialogues (AD), organisée cette année sous le thème "l'Atlantique élargi en récupération difficile de la crise du Covid-19".

S'étalant sur une période allant du 1^{er} novembre au 22 décembre, la conférence s'est déroulée en 21 sessions, sous forme de webinaires accessibles en ligne sur les pages Facebook, YouTube et Atlantic Dialogues du Policy Center, a indiqué, mardi, un communiqué du PCNS.

Les AD se sont intéressés à la crise du Covid-19 et ses effets sur "l'Atlantique élargi", couvrant les aspects économique et géopolitique, ainsi que l'éducation et le développement, a fait savoir la même source, notant que les deux der-

niers panels des AD 2021 ont été réservés aux relations entre l'Afrique et le monde arabe, ainsi qu'à la situation en Amérique latine, en présence de trois anciens chefs d'Etat. L'avant-dernier panel, modéré par le Senior Fellow du PCNS, Abdelhak Bassou, a rappelé le lien que représente l'Islam, le rayonnement des universités arabes (dont Al Azhar), et le rôle joué par l'Égypte dans le soutien aux indépendances africaines dans les années 60.

Ainsi, le directeur de recherche chez Trends Research & Advisory, Fattouh Haikal, a souligné que "la relation manque de force aujourd'hui en raison de tensions, comme entre la Mauritanie et le Sénégal, et de questions frontalières, du déclin de l'intérêt du monde arabe envers les questions africaines, et d'idées préconçues

qui induisent un mauvais image", a indiqué le communiqué.

De ce point de vue, le Maroc montre qu'il en va autrement, en raison de son intérêt marqué pour l'Afrique, a rappelé le chercheur non-résident au Malcolm H. Kerr Carnegie Middle East Center (Beyrouth), Hamza Meddeb. Cet expert s'est intéressé au lien spécifique entre les pays d'Afrique du Nord et du Sahel, et du "vide stratégique laissé par l'effondrement du régime du colonel Kadhafi en Libye". L'expansion des groupes terroristes dans les pays du Sahel tient aussi à la faiblesse des Etats et leur incapacité à contrôler leurs territoires, a-t-il ajouté.

L'ancien ministre égyptien des Affaires étrangères et ancien secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a estimé que le "mot +relations+ doit être remplacé par

+liens+ et +attaches+, plus forts et séculaires entre l'Afrique et le monde arabe. Nasser et l'Égypte ont donné un fort élan à cette idée d'un destin commun, et je crois en ce que Mobutu a déclaré à l'Assemblée générale des Nations unies en parlant des pressions subies dans sa relation avec Israël: "On m'a demandé de choisir entre mon frère ou mon ami. J'ai choisi mon frère". Amr Moussa a également mis en avant le manque de cohésion des pays arabes, ainsi que la nécessité de "renouveler et rajouter le système des Nations Unies, tout comme celui de l'Union africaine".

S'agissant du dernier panel, qui s'est intéressé au nouveau défi pour l'Amérique latine avec les variants du Covid-19, le communiqué rapporte que l'Amérique latine était, au début de la pandémie, en proie à des crises politiques et des tendances divergentes en fonction des pays – avec des gouvernements de droite et de gauche.

"Pas moins de 20% de la population mondiale affectée par le Covid-19 est latino-américaine, et 30% des décès enregistrés causés se sont produits en Amérique latine", a rappelé, dans ce sens, l'ancien président de l'Équateur, Jamil Mahuad. "Clairement, nous n'avons pas su gérer la crise, qui nous a laissés plus pauvres, plus inégaux et plus vulnérables. Nous avons besoin d'un système de santé publique", a-t-il ajouté.

En outre, la montée du populisme et la répression de l'opposition au Nicaragua ont incité l'ancien président du Costa Rica, Miguel Angel Rodríguez, à affir-

mer que "la démocratie a perdu de son lustre, de même que l'Etat de droit, aussi bien dans le monde qu'en Amérique du Sud". Pour sa part, l'ancien président de l'Argentine, Federico Ramon Puerta, s'est interrogé sur la prévalence d'un "seul modèle économique depuis la chute du mur de Berlin, un modèle capitaliste, libéral et orienté vers les privatisations".

Par ailleurs, le président du PCNS, Karim El Aynaoui, s'est réjoui, dans son mot de clôture, d'avoir "gardé vivante et réunie la communauté des AD, une communauté spéciale qui regroupe des pays du Sud global et des économies avancées", tout en remerciant les 90 panélistes qui ont participé à la conférence. Il s'est également félicité du "grand succès en ligne", avec 70.000 vues des 21 webinaires sur deux mois.

Le dialogue Nord-Sud porté par la conférence se fait aussi intergénérationnel, a-t-il rappelé, grâce à la présence dans les discussions de jeunes professionnels de toute la zone Atlantique, qui font partie des Atlantic Dialogues Emerging Leaders, sélectionnés lors des précédentes éditions pour suivre un programme sur mesure et participer à la conférence.

"Il y a une grande valeur à cet échange collectif. Une valeur centrale pour le Policy Center, mais aussi une valeur fondamentale du Maroc et de ce qu'il représente : un lieu où nous pouvons avoir un dialogue ouvert, avec de la tolérance et un respect mutuel, et mener une discussion basée sur les faits, la recherche et le travail empirique visant à améliorer les politiques publiques", a-t-il conclu.

La formation et l'enseignement à distance au centre d'un séminaire à Dakhla

Le 3^{ème} séminaire national de la formation et l'enseignement à distance a été organisé récemment à Dakhla, avec pour objectif de dresser un état des lieux de l'enseignement hybride et d'échanger des expériences.

Initié par le Centre régional des métiers d'éducation et de formation (CRMEF) de Dakhla-Oued Eddahab, en partenariat avec l'Académie régionale de l'éducation et de la formation (AREF), sous le thème "L'enseignement hybride: réalité et perspectives", ce séminaire a été l'occasion pour les enseignants, chercheurs et cadres des CRMEF d'engager une réflexion critique sur l'enseignement à distance pour dresser un état des lieux, cerner les différents enjeux et interroger les pratiques des enseignants

et des apprenants.

Lors de cette rencontre, les participants ont mis l'accent sur les moyens susceptibles d'améliorer la qualité des pratiques pédagogiques notamment la conception des dispositifs de formations pour les enseignants, dans l'optique de leur implémentation de manière durable. Dans ce sillage, les intervenants ont plaidé pour l'institutionnalisation des plateformes d'enseignement à distance, la mise en œuvre du décret de l'enseignement à distance et la mise en place des infrastructures numériques nécessaires pour encourager la production de ressources numériques pédagogiques.

Dans le même ordre d'idées, ils ont appelé à former les enseignants et cadres pédagogiques dans le but de leur faciliter l'utilisation des technologies

de l'information et de la communication et de leur permettre de les intégrer dans la pratique pédagogique, soulignant la nécessité de soutenir les familles pour développer une culture numérique chez elles et d'organiser des formations continues au profit de tous les intervenants.

Ce séminaire de trois jours (du 29 au 31 décembre) a été l'occasion pour débattre de différents sujets liés aux réseaux sociaux et enseignement à distance, l'institutionnalisation de l'enseignement à distance, l'impact de ce type d'enseignement sur la qualité de l'apprentissage, les outils de conception de cours à distance, la gestion des apprentissages en ligne et à distance et la planification des apprentissages dans le cadre d'une ingénierie hybride.

Avortement de quatre tentatives d'émigration irrégulière

Les services de sécurité de la province de Tarfaya ont mis en échec, lundi, quatre tentatives d'immigration irrégulière vers les Iles Canaries, impliquant plus de 250 personnes, a-t-on appris auprès des autorités locales.

L'opération menée entre la commune d'Akhfenir et la localité de Naila (province de Tarfaya) a permis l'interpellation de 85 individus parmi un groupe de migrants ayant pris la fuite et la saisie de 4 zodiacs, 4 motogodilles ainsi qu'une importante quantité d'essence.

D'après la même source, les services de sécurité et les autorités locales ont déclenché une opération de ratissage pour l'interpellation du reste du groupe et des organisateurs de cette tentative d'émigration clandestine.

Les services de sécurité et les autorités locales ont intensifié ces derniers mois les opérations de contrôle des tentatives d'émigration irrégulière dans la région de Laâyoune-Sakia El Hamra ayant permis l'arrestation de centaines de migrants et le sauvetage de plusieurs embarcations à la dérive.

Signature de la Convention du "Plan de la mise en œuvre conjointe de la Ceinture et de la Route" entre le Maroc et la Chine



La convention relative au Plan de la mise en œuvre conjointe de la Ceinture et de la Route entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine a été signée, mercredi, lors d'une cérémonie organisée par visioconférence.

Elle a été signée par le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, et le vice-président de la Commission nationale chinoise de la réforme et du développement (NDRC), Ning Jizhe.

Cette convention vise à favoriser l'accès aux financements chinois prévus par l'initiative la Ceinture et la Route (Belt and Road Initiative -BRI) pour la réalisation de projets d'envergure au Maroc ou pour la facilitation des échanges commerciaux, l'établissement de joint-ven-

tures dans différents domaines (parcs industriels, énergies, y compris énergies renouvelables).

Elle porte également sur la coopération en matière de recherche et développement (technologie, énergie, agriculture, ...), et la coopération technologique et technique, ainsi que la formation professionnelle.

Le gouvernement chinois s'engage, en vertu de cette convention, à encourager les grandes sociétés chinoises à s'implanter et/ou à investir sur le territoire marocain (industrie automobile, aéronautique, high-tech et e-commerce, industrie agricole et textile...).

Lancée en 2013 par le président Xi Jinping, sous le nom de "One Belt, One Road", l'initiative la Ceinture et la Route (BRI) est à la fois un ensemble de liaisons maritimes et de voies ferroviaires entre la Chine et les pays adhérents.

Elle a pour ambition de promouvoir de nouvelles opportunités de coopération entre la Chine et les 140 pays y ayant adhéré. Elle est fondée sur le dialogue, le partenariat, l'apprentissage et l'inspiration mutuels plutôt que sur la confrontation et l'alignement.

Depuis son lancement, le Maroc a été le premier pays en Afrique à adhérer à l'initiative "la Ceinture et la Route".

Le paiement de la vignette désormais disponible au niveau de l'application mobile "Daribati"

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé mardi que le paiement de la vignette est désormais disponible au niveau de l'application mobile "Daribati". L'application "a été enrichie par l'ajout d'une nouvelle fonctionnalité permettant le paiement et l'édition de l'attestation relative à la Taxe spéciale annuelle sur les véhicules (TSAV)", indique la DGI dans un communiqué.

Ce service est accessible via l'espace public de l'application qui offre, en outre, un certain nombre de commodités, notamment acheter un timbre fiscal et prendre un rendez-vous en ligne, ajoute la même source. Téléchargeable gratuitement sur les plate-

formes Play Store (Android) et App Store (IOS), l'application mobile "Daribati" a été conçue dans le cadre des efforts déployés par l'administration fiscale pour l'amélioration des services offerts aux contribuables et dans une optique de facilitation de ses interactions avec les usagers, relève la DGI.

A travers une interface simple et conviviale, un accès sécurisé (reconnaissance des empreintes digitales ou faciale pour éviter la saisie systématique du mot de passe), "Daribati" permet aux adhérents des services des impôts en ligne "SIMPL" de consulter leurs déclarations, payer leurs impôts et accéder à l'historique des derniers paiements effectués.

Nouvelle secousse tellurique dans la province de Driouch

Une secousse tellurique de magnitude 4,4 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée, mercredi, dans la province de Driouch, indique l'Institut national de géophysique (ING).

La secousse, dont l'épicentre est situé au large de la province de Driouch, s'est

produite à 10h 11min 52sec (GMT+1), précise l'ING dans un bulletin d'alerte sismique.

Survenue à une profondeur de 26 km, la secousse s'est produite à une latitude de 35.483°N et une longitude de 3.610°W, ajoute la même source.

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
جماعة المصالح
والتربية
جماعة سيدي موسى بن علي
مدرسة المصالح
مكتب الموارد البشرية

إعلان عن تنظيم امتحان الكفاءة المهنية برسم سنة 2022

ينام على المرسوم 2.05.72 بتاريخ 28 شوال 1426 (02 محيزر 2005) بشأن النظم "المبني" الخاص
بهيئة التقنيين المشرفين بين توارات.

وبنام على قرار الوزير المكلف بتحديث القطاعات العامة رقم 2065.06 الصادر في 10 شوال 1427
(04 شكتير 2008) بتحديد نظام امتحان الكفاءة المهنية لتولج ترقية كثر من الدرجة الأولى.

وإن التمهيد لهذه الجماعة سيدي موسى بن علي بقره سيجري يوم 25 يناير 2022 بمقر الجماعة على الساعة
التاسعة صباحا امتحان الكفاءة المهنية برسم سنة 2022 وذلك وفق الجدول التالي:

الإطار الأصلي	إطار الترقية	شروط ولوج الإمتحان
تلك من الدرجة الثالثة	تلك من الدرجة الأولى	يفتح هذا الإمتحان في وجه التقنيين من الدرجة الثالثة للذين للجماعة سيدي موسى بن علي والمكونين على 6 سنوات من الألفية في الدرجة في غيبة تاريخ إجراء الإمتحان.

تودم الترشيدات بمقر الإدارة الجماعة (مكتب تضيظ) في غابة 24 يناير 2022
ويشتمل الإمتحان على مايلي:

إختبار تقني: يدمج بتحرير مرسوم خ ذو طابع مهني.

(المدد 3 ساعة، المعلن 3)

إختبار تشطوي: يتشكل من لجنة الإمتحان مع المقترين مع مواضع تقانية عند الإقتضاء وميناه وتلصصه
وتتخير شرواله على ممارسة تو شاتيف أو النهار المرتبطة بالدرجة للمعلن بشها.

(المدد 20 دقيقة المعلن 3)

N°080/PA

Horizons

L'expérience d'inflation risquée de la Turquie

La politique monétaire de la plupart des économies est aujourd'hui ancrée dans un objectif d'inflation explicite, car le ciblage de la stabilité des prix a bien servi à la fois les pays développés et les marchés émergents. Jusqu'à ce que les perturbations des chaînes d'approvisionnement et des marchés du travail liées à la pandémie commencent à alimenter une croissance rapide des prix, l'inflation était bien inférieure à l'objectif dans les grandes économies et, tôt ou tard, la question de savoir quoi faire dans de telles situations reviendra.

L'économiste américain du vingtième siècle Irving Fisher avait une réponse. L'orthodoxie économique impose aux banquiers centraux d'augmenter les taux d'intérêt nominaux lorsque l'inflation dépasse l'objectif des décideurs. Après tout, augmenter les taux d'intérêt réduit les emprunts et les dépenses, refroidissant l'économie et freinant l'inflation.

Fisher, cependant, a fait valoir que lorsque l'inflation est trop faible, les banques centrales devraient relever leurs objectifs de taux d'intérêt nominaux. Il a soutenu qu'il existe une corrélation positive entre les taux d'intérêt nominaux et l'inflation. Cette relation, connue sous le nom d'effet Fisher, peut être observée dans les données économiques. Les macroéconomistes modernes interprètent la causalité comme allant de l'inflation aux taux d'intérêt nominaux.

La Turquie est le premier pays à mettre la théorie de Fisher à l'épreuve - mais avec une tournure cruciale. Les responsables turcs pensent que les taux d'intérêt élevés provoquent l'inflation, ils prétendent donc qu'il y a une causalité dans l'autre sens. La baisse des taux d'intérêt, selon les autorités turques, devrait réduire l'inflation. Après tout, comme l'a soutenu Fisher, le taux d'intérêt nominal est la somme du taux d'intérêt réel et de l'inflation future. Si le taux d'intérêt réel est constant, le seul effet à long terme de la baisse du taux d'intérêt nominal sera une baisse de l'inflation, car tout effet sur le taux d'intérêt réel de la baisse du taux d'intérêt nominal disparaîtra à long terme.

Mais à court terme, une telle neutralité monétaire est absente, donc une baisse du taux d'intérêt nominal diminue également le taux d'intérêt réel. Et cela nuit à la fois aux épargnants nationaux et étrangers, ce qui est un problème majeur pour un pays comme la Turquie, qui enregistre un déficit courant persistant pour financer sa croissance économique.

Avec le taux d'intérêt réel actuellement négatif, l'expérience néo-pêcheur aggravera le problème d'inflation de la Turquie. Un pays qui a besoin à la fois

d'épargne intérieure et étrangère pour financer une croissance rapide ne peut pas offrir à ces épargnants des rendements négatifs.

Pour encourager la poursuite de l'épargne intérieure, le gouvernement a récemment annoncé une nouvelle politique : si la baisse de la livre par rapport aux principales devises dépasse les 15% d'intérêt des dépôts à court terme des banques, le gouvernement paiera la différence aux détenteurs de dépôts en livre. Par exemple, si les banques paient 15% sur les dépôts à 12 mois et que la livre se déprécie de 20% au cours de cette période, le Trésor rendra les déposants indemnes.

Bien que cette politique puisse protéger les épargnants nationaux et les empêcher d'abandonner la livre, elle n'encourage en rien les épargnants étrangers. La sortie de capitaux étrangers qui en résultera accélérera la dépréciation de la livre et alimentera une nouvelle inflation. Et, vu que la politique fait peser tout le risque de change sur le gouvernement, elle affaiblira les finances publiques et pourrait éventuellement conduire à une monétisation de la dette.

Pourquoi le gouvernement mettrait-

il en place une alternative plus coûteuse à une politique monétaire plus stricte ? La réponse est simple : le modèle de croissance à court terme de la Turquie fonctionne à crédit, ce qui exige que les emprunteurs nationaux puissent emprunter à des taux d'intérêt bas.

Mais le rôle des flux de capitaux étrangers dans ces taux débiteurs nationaux trahit le défaut fatal du modèle. Si un pays a des besoins de financement extérieur et finance sa croissance avec de l'épargne étrangère, les flux de capitaux sont un déterminant plus important des taux débiteurs intérieurs à court terme que le taux de la politique monétaire - un phénomène connu sous le nom de «déconnexion des taux courts». En effet, les banques nationales dépendent des marchés financiers internationaux pour se financer.

Pour les étrangers qui prêtent à ces banques, il ne devrait pas y avoir de différence entre les taux de dépôt en livres et les taux de dépôt en dollars une fois qu'ils sont ajustés pour tenir compte de la dépréciation attendue. Ce n'est pas vrai dans le cas turc.

Si les établissements étrangers prêtent en livres, ils facturent une prime de

risque, qui a maintenant augmenté en raison de la dépréciation massive du taux de change. Et s'ils prêtent en dollars, ils facturent une prime pour le risque de défaut, qui a également augmenté. Les récents spreads record sur les swaps sur défaillance turcs en sont un bon exemple. Alors que les investisseurs étrangers abandonnent les marchés turcs - ou facturent des primes de risque plus élevées pour rester - la dépréciation de la monnaie et l'inflation vont augmenter.

Pour défendre la livre et relancer les entrées de capitaux, le ciblage de l'inflation doit être bien fait. Si l'inflation dépasse l'objectif officiel, les taux directeurs devraient être augmentés pour refroidir l'économie et stabiliser les prix. Une petite économie ouverte qui finance sa croissance avec l'épargne étrangère ne peut lutter contre l'inflation et endiguer la dépréciation de la monnaie sans une politique monétaire crédible. Une approche néo-pêcheur n'est pas un substitut.

Par Şebnem Kalemli-Özcan
Ancien conseiller politique principal
au Fonds monétaire international
et professeur d'économie à l'Université
du Maryland, College Park.



Arrêtez de bousculer les soignants



Après une pandémie de deux ans, avec la variante Omicron qui fait rage et l'incertitude à venir, il existe un désir compréhensible de blâmer quelqu'un pour le nombre effroyable de morts de Covid-19. Et aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et ailleurs, les travailleurs des maisons de soins infirmiers sont de plus en plus pointés du doigt. Comme le dit une étude récente de premier plan, «le personnel des maisons de soins infirmiers est considéré comme une source d'infection par le coronavirus 2 du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS-CoV-2) dans les maisons de soins infirmiers.»

De telles déclarations ne sont pas seulement injustes au niveau individuel ; ils sont également la mauvaise manière de penser à la façon d'éviter les décès à l'avenir. Il serait bien mieux de faire face à nos responsabilités sociales plus larges, de considérer d'autres sources de propagation virale telles que les hôpitaux et les visiteurs des maisons de soins infirmiers, et de consacrer plus de ressources à renforcer la confiance dans les systèmes de santé publique.

Les gens vivent dans des maisons de retraite parce qu'ils n'ont pas d'alternative, soit parce qu'ils se remettent d'une intervention chirurgicale (souvent, pour de nombreuses personnes de plus de 80 ans, après une glissade et une chute), soit parce qu'ils ont une maladie à long terme qui nécessite un suivi médical continu. Les résidents des maisons de

soins infirmiers ont besoin de soins quotidiens de la part d'infirmières qualifiées et d'autres personnels qualifiés. C'est toujours un travail difficile, et quand une pandémie arrive, c'est aussi dangereux.

La plupart des membres du personnel des maisons de soins infirmiers se sont donné beaucoup de mal pour se protéger, protéger leurs familles et les personnes dont ils s'occupent. Mais rappelez-vous qu'au début de la pandémie, ils ne pouvaient même pas être pourvus de masques fonctionnant correctement. Les maisons de soins infirmiers étaient également une faible priorité pour recevoir des tests Covid-19 réguliers.

Même si ces déficits de ressources ont été corrigés et les salaires ont été augmentés (par rapport à des niveaux initialement bas), de nombreuses maisons de soins infirmiers restent à court de personnel. Les personnes qui y travaillent tous les jours devraient être saluées comme des héros et bénéficier de toutes les protections imaginables, y compris de l'aide pour des déplacements sûrs et des conditions de vie sûres. Augmenter encore leur salaire serait un pas approprié dans la bonne direction.

Les visiteurs sont extrêmement importants pour les résidents des maisons de soins infirmiers, et les exigences d'isolement presque complet de 2020 ont été dévastatrices à bien des égards. Cependant, les maisons de soins infirmiers doivent être

habilités à filtrer et à restreindre les visites lorsque cela n'est pas sûr pour les résidents vulnérables. Avec Omicron qui porte le nombre de cas à de nouveaux sommets, les visiteurs non vaccinés et positifs au Covid constituent actuellement une grave menace pour les maisons de soins infirmiers.

Les hôpitaux sont les joyaux de la couronne de tout système de santé, et les pays se sont donné beaucoup de mal – y compris avec des fermetures coûteuses – pour les maintenir fonctionnels. Mais les hôpitaux sont souvent soumis à une norme différente (moins exigeante) que les maisons de soins infirmiers pour l'utilisation d'équipements de protection individuelle et les tests des employés, des patients et des visiteurs. L'étendue du contrôle des infections, même dans les grands hôpitaux, nécessite le même niveau d'examen minutieux que dans les maisons de soins infirmiers. Tout système de santé qui fonctionne bien doit garantir la sécurité des deux types d'installations.

Evidemment, nous voulons tous que la pandémie disparaisse. Le meilleur moyen d'y parvenir est d'augmenter le taux de vaccination et de s'assurer que le recours aux rappels, le cas échéant, est aussi élevé que possible. Les taux dans l'Etat américain du Massachusetts sont encourageants, notamment la vaccination universelle du personnel des maisons de soins infirmiers et le taux

le plus élevé du pays pour les rappels.

Les maisons de soins infirmiers du Massachusetts ont eu la chance d'être incluses dans une initiative pilote de test Covid-19, dirigée par le Broad Institute, dès avril 2020. Cela a permis de mieux comprendre la propagation asymptomatique et d'améliorer le contrôle des infections dans tout l'Etat. En août 2020, des protocoles de test universels pour les maisons de soins infirmiers étaient en place, soutenus financièrement et logistiquement par le département de la santé publique de l'Etat.

Actuellement, tous les employés et sous-traitants des maisons de soins infirmiers du Massachusetts doivent subir un test PCR hebdomadaire, et lorsqu'un cas est détecté, tout le personnel et les résidents sont testés tous les trois jours. Les maisons de soins infirmiers de l'Etat sont également fournies et encouragées à utiliser des tests antigéniques rapides. Et, en plus de la vaccination universelle, les exigences de masquage protègent le personnel et les résidents. Dans la mesure du possible, ces actions ont permis d'éliminer le personnel comme source d'infection pour les résidents.

Mais qu'en est-il de tout le monde dans la communauté? Les travailleurs des maisons de soins infirmiers, le personnel hospitalier et les membres de la famille qui visitent les hôpitaux et les maisons de soins infirmiers contractent tous le virus princi-

palement auprès d'amis et de la famille, avec lesquels ils interagissent à l'intérieur, en particulier pendant les repas.

Toute personne non vaccinée contribue à la propagation communautaire et augmente la probabilité que le coronavirus atteigne les personnes vulnérables, que ce soit dans une maison de soins ou ailleurs. La propagation du virus a également un impact économique important, car l'exposition et l'infection aggravent les pénuries de main-d'œuvre, y compris de travailleurs de la santé dans tous les domaines. En effet, la plus grande menace actuelle pour les résidents vulnérables est le manque de personnel pour s'occuper d'eux.

La désinformation et la désinformation ont dérouté les gens sur la valeur et la sécurité des vaccins, mettant en danger la vie des travailleurs des maisons de soins infirmiers et des personnes vulnérables partout dans le monde. Blâmer ceux qui sont en première ligne des soins ne fait que souligner – et aggraver – l'échec généralisé du public et des décideurs à prendre leurs responsabilités au sérieux et à se comporter en conséquence.

Par Simon Johnson et Larissa J. Lucas

Simon Johnson, ancien économiste en chef au Fonds monétaire international et professeur à la Sloan School of Management du MIT et coprésident de la Covid-19 Policy Alliance. Larissa J. Lucas, directrice médicale des soins prolongés au North Shore Physicians Group.



Macron déclenche une tempête en plein examen du pass vaccinal à l'Assemblée



"Electrochoc" pour le gouvernement, indignité pour ses opposants: en disant vouloir "emmerder" les non-vaccinés, Emmanuel Macron a déclenché un tumulte qui grossit mercredi, forçant au passage les oppositions à préciser leur avis sur le pass vaccinal débattu à l'Assemblée.

"Les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder. Et donc on va continuer de le faire, jusqu'au bout. C'est ça, la stratégie", clame le chef de l'Etat dans un entretien au Parisien mardi. "Quand ma liberté vient menacer celle des autres, je deviens un irresponsable. Un irresponsable n'est plus un citoyen", a-t-il ajouté.

La tempête politique sévit au coeur de la 5e vague d'épidémie de Covid-19, et en plein examen tendu du projet de loi transformant le pass sanitaire en pass vaccinal.

Les débats, qui avaient été suspendus une première fois dans la nuit de lundi à mardi après un vote à main levée salué par les oppositions, avaient finalement repris mardi soir.

Les députés étaient alors parvenus à s'accorder sur l'épineuse question du pass vaccinal pour les mineurs, repoussé de 12 à 16 ans pour les sorties scolaires et activités péri et extrascolaires (mais pas pour les "activités privées" comme aller au restaurant).

L'interview du chef de l'Etat a remis le feu aux poudres, et après de multiples suspensions de séance et une demande, vaine, des oppositions de voir le Premier ministre Jean Cas-

tex venir dans l'hémicycle, les débats ont de nouveau été suspendus. "Ils reprendront cet après-midi à 15H00 et j'espère que la raison l'emportera", a souligné le ministre des Relations au Parlement Marc Fesneau mercredi matin sur franceinfo, en confirmant qu'une entrée en vigueur du pass vaccinal au 15 janvier "reste un objectif".

Toutefois, le calendrier est toujours menacé de dérailler: les discussions au Palais Bourbon ont piétiné mardi soir et 450 amendements restent au menu. L'Assemblée devrait en théorie achever leur examen mercredi soir, puis le Sénat se saisir du texte jeudi en commission.

Mais rien n'est moins sûr, les oppositions dénonçant, à l'instar de Sébastien Jumel (PCF), un "Benalla sanitaire".

Pour Marc Fesneau, les propos d'Emmanuel Macron vont au contraire "produire un électrochoc" pour les non-vaccinés qui sera "salvateur".

Et de rappeler le nouveau record de contaminations au Covid, à 271.686 cas mardi. Les hospitalisations continuent aussi de croître.

Dans cette situation, l'infectiologue Eric Caumes "comprend" en tant que médecin le "dérèglement probablement contrôlé" d'Emmanuel Macron, soulignant l'"exaspération" des soignants face aux non-vaccinés. "En tant que citoyen je suis un peu plus surpris, mais c'est la campagne électorale qui a débuté", a-t-il remarqué sur BFMTV et RMC.

Les candidats à la présidentielle et les oppositions fustigent, eux, les

"propos insultants" du chef de l'Etat qui devrait "rassembler" plutôt que "cliver". "Réunir la France", a lacoquiquement tweeté la candidate PS à la présidentielle Anne Hidalgo; "propos indignes et irresponsables" selon le candidat PCF Fabien Roussel; "faute politique" pour le candidat EELV Yannick Jadot, et pour le candidat LFI Jean-Luc Mélenchon, c'est un "aveu sidérant de Macron": "Le pass vaccinal est une punition collective contre la liberté individuelle".

A droite, la candidate Valérie Pécresse se dit "indignée" et appelle à "mettre fin au quinquennat du mépris".

A trois mois de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron "tombe dans le camp des populistes avec Mme Le Pen et M. Zemmour", a accusé mercredi matin sur Sud Radio le patron des députés LR Damien Abad. "Je ne peux pas cautionner un texte qui a pour seul objectif d'emmerder les Français", abonde le président du parti Christian Jacob.

Des Républicains ciblés par le gouvernement qui les accuse de jouer double jeu, entre soutien public au pass vaccinal et critiques et vote contre une fois dans l'hémicycle.

Le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal avait ainsi sommé mardi Valérie Pécresse de "clarifier sa position".

"En responsabilité (...), nous ne nous opposerons pas à ce texte", avait répondu la candidate, qui a bondi dans les sondages ces dernières semaines et est désormais donnée au second tour de la présidentielle face à Emmanuel Macron.

Les cas de Covid explosent en Argentine

L'Argentine connaît une hausse spectaculaire du nombre de personnes positives au Covid-19, avec 81.000 nouveaux cas recensés mardi, près du double de la veille, confirmant que le raz-de-marée actuel atteint l'Amérique latine.

Le ministère de la Santé a publié mardi les derniers chiffres du virus, avec 81.210 nouvelles infections recensées, soit 30.000 de plus que le précédent record enregistré depuis le début de la pandémie, qui datait de jeudi dernier, 50.506.

Le nombre de nouveaux cas quotidiens a été multiplié par 16 en un peu plus de deux semaines, par rapport aux chiffres - environ 5.000 nouveaux cas par jour - qui prévalaient encore mi-décembre.

Avant cette dernière vague spectaculaire, le record remontait au pic de la pandémie en Argentine, fin mai-début juin: 41.000.

Mais cette récente augmentation des contaminations ne se traduit toujours pas dans le taux d'occupation d'unités de soins intensifs, qui reste relatif, 35,9%.

Il n'entraîne pas non plus une forte hausse des décès liés au Covid: 49 recensés en 24 heures, contre 41 lundi. Lors du pic de contagion de la vague précédente fin mai, plus de 500 décès quotidiens étaient rapportés.

L'Argentine, comme d'autres pays, a réduit la semaine dernière la durée de la quarantaine pour les positifs au Covid, de 10 à 7 jours, pour tenter de minimiser l'impact sur l'activité économique.

Un pass sanitaire pour les plus de 13 ans est aussi entré en vigueur au 1er janvier, sur fond de vacances de l'été austral qui voient les Argentins se ruier vers les plages du Sud, mais aussi vers les centres de test.

En Argentine, où le variant Omicron a été signalé pour la première fois début décembre, 5,8 millions de personnes ont contracté le virus depuis le début de la pandémie, pour au moins 117.294 décès, sur une population de 45 millions. 72,6% de personnes ont reçu deux doses de vaccin, plus de 13% une dose de rappel.

Le carnaval de Rio de Janeiro annulé en raison d'Omicron

Les autorités de Rio de Janeiro ont décidé mardi de suspendre les traditionnels défilés de rue massifs du prochain carnaval du fait de la progression du variant Omicron liée aux fêtes de fin d'année.

"Le carnaval de rue tel qu'il s'est déroulé jusqu'en 2020 (...) n'aura pas lieu en 2022", a déclaré le maire de Rio, Eduardo Paes, dans une émission en direct sur les réseaux sociaux, avançant les difficultés à contrôler ces festivités dans une période d'infections croissantes au Covid-19.

L'édile de la "Ville merveilleuse" brésilienne a fait cette annonce après une réunion avec les représentants des groupes musicaux de quartier (les "blocos") qui animent habituellement ce carnaval populaire.

Le défilé des écoles de samba dans le Sambodrome est pour l'instant maintenu, pour fin février.

Le carnaval de rue de Rio est annulé pour la deuxième année consécutive pour cause de pandémie.

Eduardo Paes a précisé qu'il avait été proposé de faire des événements dans trois parties différentes de la ville, mais les "blocos" ne l'ont pas accepté. Ils comptent lui faire une "contre-proposition", a-t-il ajouté.

Lors du carnaval de 2020, quelque 7 millions de personnes ont participé aux festivités de rue, selon le département tourisme de la mairie, Riotur.

Le Brésil est le deuxième pays du monde le plus endeuillé par la pandémie, derrière les Etats-Unis, avec environ 620.000 décès dus au coronavirus.

Xi Jinping : Le grand renouveau de la nation chinoise ne se réalisera pas sans peine du jour au lendemain, ni simplement à coups de tambour

La veille du Nouvel An, le président chinois Xi Jinping a prononcé un discours où il a souligné que l'année qui s'est achevée est d'une importance exceptionnelle.

«Nous avons vécu de grands événements qui ont marqué un jalon dans l'histoire du Parti et de l'Etat.

A la convergence historique des objectifs des deux centennaires, nous avons entamé une nouvelle marche vers la construction d'un pays socialiste moderne sur tous les plans et nous avançons désormais avec confiance sur le chemin vers le grand renouveau de la nation chinoise», a-t-il souligné.

«Durant toute l'année, le peuple chinois a fait preuve d'une grande assiduité au travail, que ce soit dans les champs, les entreprises, les quartiers d'habitation, les écoles, les hôpitaux, les casernes ou les instituts de recherche. C'est pour nous une année d'effort, de contribution et de récolte. À travers le temps qui court, nous avons vu et éprouvé une Chine résiliente et dynamique. Une Chine avec un peuple adorable et admirable, un développement vigoureux et des progrès continus dans toutes ses œuvres, a-t-il fait savoir.

Le président Xi Jinping a également souligné que «le 1er juillet dernier, nous avons célébré solennellement le 100e anniversaire de la fondation du Parti communiste chinois (PCC). À la Porte Tian'anmen, chacun d'entre nous a été rempli de vives émotions en se rappelant le chemin extraordinaire qu'a parcouru notre grand Parti».

«Nous communistes chinois, nous suivons, nous conduisons les centaines de millions de Chinois à braver les multiples épreuves et défis avec une détermination inébranlable, et réalisons des accomplissements spectaculaires et épiques au cours des cent ans écoulés.



lés. Pour réussir notre mission, nous devons rester fidèles à notre engagement initial.

Ce n'est qu'en poursuivant vigoureusement et résolument nos efforts que nous pouvons être à la hauteur de l'Histoire, de notre époque et des attentes de notre peuple».

M. Xi Jinping a dans ce sens indiqué que «le 6ème plénum du XIXe Comité central du PCC a adopté la troisième résolution du Parti sur les questions historiques. Les accomplissements des cent ans écoulés nous encouragent et les expériences des cent ans écoulés nous inspirent. Comme je l'ai dit en rappelant la conversation du président Mao Zedong avec Monsieur Huang Yanpei dans une maison-grotte à Yan'an, ce n'est qu'en engageant courageusement une auto-révolution que nous pourrions

conserver l'initiative dans l'histoire». «Le grand renouveau de la nation chinoise ne se réalisera pas sans peine du jour au lendemain, ni simplement à coups de tambour. Nous devons adopter une vision de long terme en nous préparant aux moindres risques éventuels, garder la persévérance et la détermination stratégiques, et, comme dit un adage chinois, voir large et grand tout en agissant avec délicatesse et minutie», a-t-il affirmé.

Et d'ajouter : «Notre pays, aussi grand soit-il, a ses priorités. Notre travail, énorme et complexe, revient au fond à servir le quotidien de chaque ménage. J'ai beaucoup vu et écouté lors de mes visites et études sur le terrain, et je m'en suis très inspiré. Je me suis rendu chez des habitants locaux et je leur ai demandé à chaque fois s'ils avaient encore des difficultés. Tout ce

qu'ils m'ont dit, je le garde dans mon cœur».

Concernant les préoccupations du peuple, le président chinois a dit que «des aspirations du peuple, c'est ce à quoi j'ai toujours œuvré. J'ai travaillé dans des régions rurales et j'ai vécu moi-même dans la pauvreté. Grâce aux efforts constants du peuple chinois de plusieurs générations, les personnes autrefois démunies ne se soucient plus de la nourriture et de l'habillement et ont accès à l'éducation, au logement et à l'assurance maladie.

L'édification sur tous les plans d'une société de moyenne aisance et l'élimination de l'extrême pauvreté sont un engagement que notre Parti a honoré envers le peuple, de même qu'une contribution qu'il a apportée au monde. Pour construire une vie meilleure pour tous, nous ne pouvons

nous contenter des progrès obtenus. Il nous reste encore un long chemin à parcourir».

Pour ce qui est des entretiens téléphoniques et visioconférences qu'il a eus avec des dirigeants étrangers et responsables d'organisations internationales, le président chinois explique qu'ils ont «salué à maintes reprises la réponse chinoise au Covid-19 et la contribution qu'apporte la Chine à la lutte mondiale contre l'épidémie».

«Jusqu'ici, la Chine a fourni au total à plus de 120 pays et organisations internationales deux milliards de doses de vaccins anti-Covid-19. Ce n'est que par l'unité, la solidarité et la coopération que les pays du monde peuvent inscrire un nouveau chapitre dans la construction d'une communauté d'avenir partagé pour l'humanité», a-t-il fait savoir.

La Banque mondiale démolit les théories complotistes propagées par le régime algérien concernant les feux de forêt

Le dernier rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie, réalisé par la Banque mondiale, «démolirait radicalement les théories complotistes du régime algérien», souligne le média "Algérie Part".

Le régime algérien "impute régulièrement le déclenchement des feux de forêt à des groupes politiques de l'opposition algérienne -soutenue- et -financée- (...) par des puissances étrangères ou des pays hostiles à la stabilité de l'Algérie", déplore le média algérien.

Cette théorie "complotiste" a été battue en brèche par l'expertise présentée par le dernier rapport de la Banque mondiale qui a déconstruit et profondément décrypté l'extrême fragilité de l'Algérie face aux risques très élevés de déclenchement des catastrophes naturelles en général et des feux de forêt en particulier, a fait observer la même source.

Dans ce sens, a-t-elle ajouté, plus de 99% des zones boisées d'Algérie sont confrontées à un risque d'incendie moyen ou élevé. "Le nombre de départs de feu augmente depuis 2010 et la période de surveillance et de mobilisation des services de lutte contre les incendies de forêt a été allongée depuis les incendies de 2016 et 2020", a relevé la même source qui précise que les pertes annuelles sont estimées entre 15 et 19 millions de dollars.

En 2020, l'indemnisation versée aux victimes s'élevait à environ 6 millions de dollars, a indiqué le même rapport d'après lequel "l'Algérie est également exposée à de nombreux autres risques climatiques".

Cité par "Algérie Part", le rapport explique ces risques par des considérations purement climatiques ou socio-économiques liées essentiellement à la mauvaise gestion du pays sur le plan de

l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement.

Selon le même document, les périodes récurrentes de sécheresse intense qui ont commencé en 1977 constituent une menace pour les ressources hydriques déjà rares du pays.

L'érosion des sols affecte plus de 13 millions d'hectares du territoire national, qui perd chaque année près de 400.000 ha, fait-il savoir, précisant que la désertification menace plus de 17 millions d'hectares dans les zones de steppes. L'érosion côtière entraîne des coûts directs à hauteur de 313 millions de dollars par an (0,2% du PIB).

Le média note que "dans ce rapport qui a soulevé l'ire du régime algérien pour la simple raison qu'il déconstruit totalement ses mensonges et sa propagande infligée à sa propre population pour passer sous silence ses torts dans la mauvaise gouvernance du pays", la

Banque mondiale relève que les zones urbaines sont particulièrement exposées aux catastrophes naturelles.

D'après la même source, 86% de la population vivait en 2008 dans les villes et la population urbaine devrait doubler d'ici 2030, alors que neuf Algériens sur dix vivent dans les régions côtières du Nord, qui ne représentent que 12,6% du territoire national.

"Cette situation a entraîné la prolifération et la marginalisation de quartiers informels, la construction de logements de fortune, ainsi que la congestion des transports, la pollution et la vulnérabilité aux risques majeurs", déplore le rapport, qui fait observer qu'Alger, la capitale, est particulièrement vulnérable aux risques climatiques, en particulier les tremblements de terre et les inondations, et aux impacts des changements climatiques en raison de sa forte densité de population, de son taux d'urbanisation élevé et de sa

situation géographique.

La même source rappelle ainsi les conséquences inquiétantes du boom démographique en Algérie qui est accompagné par une très mauvaise gestion de l'urbanisation du pays.

La wilaya d'Alger, qui compte 8% de la population algérienne, est exposée aux tremblements de terre, aux tsunamis, aux inondations, à l'érosion côtière, aux glissements de terrain et aux pénuries d'eau", détaille la Banque mondiale, qui relève que 53% des zones les plus densément peuplées d'Alger risquent d'être inondées en 2021. "En termes d'infrastructures essentielles, 42% des grands axes routiers, 19% des écoles, 21% des hôpitaux et 41% des casernes de pompiers de la capitale sont situés dans des zones exposées à des risques d'inondation", met-elle en garde, précisant que les bidonvilles et la Casbah sont les plus vulnérables à l'activité sismique.

Economie

Stagnation de l'IPC à Oujda en novembre dernier

L'indice des prix à la consommation (IPC) a connu, au cours du mois de novembre 2021 dans la ville d'Oujda, une stagnation par rapport au mois précédent.

Cette stagnation est le résultat de la baisse de 0,5% de l'indice des prix des produits alimentaires et de l'augmentation de 0,3% de l'indice des prix des produits non alimentaires, indique une note de la direction régionale de l'Oriental du Haut-commissariat au plan (HCP).

Les hausses des prix des produits alimentaires observées entre les mois d'octobre et novembre 2021 concernent principalement les «Huiles et graisses» avec 4,1%, les «Légumes» avec 2,9%, les «Eaux minérales, boissons rafraîchissantes, jus de fruits et de légumes» avec 2,3% et le «Lait, fromage et œufs» avec 0,5%, rapporte la MAP.

En revanche, les prix ont diminué de 8,6% pour les «Poissons et fruits de mer», de 6,7% pour les «Fruits», de 0,7% pour le «Pain et céréales», de 0,6% pour le «Café, thé et cacao» et de 0,1% pour les «Viandes».

Pour les produits non alimentaires, les prix ont augmenté pour les «carburants et lubrifiants pour véhicules de tourisme» de 3,6%.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'IPC a enregistré une hausse de 1,9% au cours du mois de novembre 2021, conséquence de la hausse de l'indice des produits alimentaires de 1,5% et de l'indice des produits non alimentaires de 2,1%.

La hausse des prix des produits alimentaires est due à l'augmentation des prix des «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» de 1,5% et des prix des «Boissons alcoolisées et tabac» de 2,3%. Pour les produits non alimentaires, les variations vont d'une baisse de 0,8% pour les «Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» à une hausse de 9,2% pour le «Transport».

Concernant les onze premiers mois de l'année 2021, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 0,9% par rapport à la même période de l'année précédente due à une hausse de l'indice des prix des produits alimentaires de 0,3% et de l'indice des prix des produits non alimentaires de 1,3%.

L'IPC mesure l'évolution relative des prix de vente au détail des produits de consommation courante de la population urbaine dans le temps et dans l'espace. Il sert essentiellement à mesurer le niveau général de l'inflation et suivre et analyser la conjoncture économique.

Une croissance au ralenti



Le moteur de la croissance nationale semble vraisemblablement ralentir, à en croire les dernières projections rendues publiques récemment par le Haut-commissariat au plan (HCP).

Bien que la dynamique demeure, le rythme de croissance semble tout de même prendre un léger coup au fil des trimestres.

En effet, après avoir progressé de 7,8% au troisième trimestre 2021, l'économie nationale se serait raffermie de 4,9% au quatrième trimestre en variation annuelle. Selon les récentes estimations du Haut-commissariat, elle devrait se situer à



L'économie nationale devrait se situer à 2,8% en nette baisse par rapport aux troisième et quatrième trimestres de l'année dernière

2,8% au premier trimestre 2022, au lieu d'une hausse de 1% au même trimestre de l'année précédente.

Pour rappel, la croissance de l'économie nationale avait atteint 15,2% au deuxième trimestre 2021. Il ne fait ainsi aucun doute que le rythme de l'économie nationale connaît un ralentissement.

Qu'à cela ne tienne, l'évolution de l'économie au titre du premier trimestre 2022 tiendrait compte d'une baisse de 4,5% de la valeur ajoutée agricole et d'un accroissement de 3,4% de celle des activités hors agriculture, a souligné l'institution publique dans son point de conjoncture du quatrième trimestre 2021 et perspectives pour le premier trimestre 2022.

Dans le détail, la valeur ajoutée hors agriculture devrait croître de 3,4%, au titre du premier trimestre 2022, en glissement annuel, a indiqué le Haut-commissariat.

« Dans le secteur tertiaire, l'activité poursuivrait son amélioration dans les services marchands, notamment le commerce et le transport », a fait savoir le HCP précisant que, dans l'ensemble, le secteur tertiaire contribuerait pour +1,6 point à l'évolution du PIB.

D'après les mêmes projections, dans le secteur secondaire, les activités industrielles et de construction poursuivraient leur amélioration amorcée depuis le deuxième trimestre 2021.

Après avoir été particulièrement dynamiques en 2021, «les activités agricoles afficheraient une inflexion à la baisse au premier trimestre 2022», a poursuivi le HCP estimant que les performances des filières végétales seraient affectées par une pluviométrie automnale en dessous d'une saison normale.

Dans son point de conjoncture, le HCP prévoit cependant que la production animale poursuivrait son évolution positive, mais à un rythme plus modéré grâce, notamment, au développement des activités avicoles.

Dans son analyse, il ressort que «globalement et sous l'hypothèse d'une récolte céréalière en dessous de la moyenne quinquennale d'environ 9%, la valeur ajoutée agricole s'infléchirait de 4,5%, en variation annuelle au premier trimestre 2022 ».

Selon le HCP, l'évolution de l'économie nationale au quatrième trimestre 2021 aurait été favorisée par la hausse de 19,1% de la valeur ajoutée agricole et l'accroissement de 2,9% de celle des activités non-agricoles.

Portées par la bonne orientation des activités de commerce et des services publics, les branches tertiaires auraient contribué pour +1,5 point à l'évolution du PIB; tandis que la croissance des activités secondaires aurait accusé un recul, portant sa contribution à la croissance du PIB à 0,8 point.

L'analyse des données recueillies montre que la valeur ajoutée industrielle aurait crû de

2,4%, après +4% un trimestre auparavant; tandis que les activités de la construction auraient affiché une hausse de 6,7% (au lieu de +17,6% un trimestre plus tôt).

Il ressort de la même analyse que les activités agricoles auraient continué de soutenir la croissance économique globale au quatrième trimestre 2021, affichant une amélioration de 19,1%, en rythme annuel, au lieu de +17,7% un trimestre auparavant.

A en croire le Haut-commissariat, cet affermissement se serait accompagné par une expansion des quantités exportées des tomates, des légumes et des fruits frais.

« L'amélioration de la croissance agricole aurait été attribuable, également, au renforcement de la production des filières animales, notamment avicole, soutenue par la hausse de plus de 20% des quantités de viande de poulet de chair et de dinde traitées au niveau des abattoirs », a ajouté le HCP.

Des estimations de l'institution publique, il ressort que la demande intérieure aurait poursuivi son redressement pour le quatrième trimestre successif, après avoir régressé au cours de l'année 2020; la masse monétaire aurait de son côté évolué au rythme de +6,5%, au cours de la même période, après +7,4% un trimestre auparavant, en glissements annuels, a relevé le HCP.

Alain Bouithy

CIMR: Franchissement à la hausse du seuil de participation dans le capital de la BCP

La Caisse interprofessionnelle marocaine de retraite (CIMR) a franchi directement à la hausse le seuil de participation de 10% dans le capital de la Banque centrale populaire (BCP), a annoncé lundi l'Autorité marocaine du mar-

ché des capitaux (AMMC).

"L'AMMC porte à la connaissance du public que la CIMR a déclaré avoir acquis sur le marché de blocs, le 28 décembre 2021, 5.056.366 actions BCP au cours unitaire de 277 dirhams, franchissant directe-

ment à la hausse le seuil de participation de 10% dans le capital de ladite banque", indique l'AMMC dans un communiqué.

Suite à cette transaction, la CIMR déclare détenir 23.484.710 actions BCP, soit 11,55% du capital de ladite banque, ajoute

la même source.

Dans les six mois qui suivent le franchissement du seuil précité, la CIMR envisage d'arrêter ses achats sur la valeur BCP, note le communiqué.

Résilience du secteur financier marocain face à la crise du Covid-19

Le secteur financier marocain continue de montrer, jusqu'ici, une résilience face aux répercussions de la crise du Covid-19, selon le Comité de coordination et de surveillance des risques systémiques (CCSRS), réuni récemment au siège de Bank Al-Maghrib à Rabat.

A l'occasion de sa 14^{ème} réunion, le Comité a analysé les risques et vulnérabilités pesant sur le système financier national, dans un contexte marqué par la persistance de la crise sanitaire. A ce titre, il a passé en revue les conclusions des réunions régulières de ses représentants tenues depuis l'avènement de cette crise ainsi que l'évolution des indicateurs de suivi, rapporte la MAP. Ces derniers continuent de montrer, jusqu'ici, une résilience du secteur financier marocain face aux répercussions de la crise de Covid-19, indique-t-on dans un communiqué publié au terme de cette réunion.

Le CCSRS a en outre dressé le bilan de la période triennale 2019-2021, et examiné et approuvé la nouvelle feuille de route inter-autorités de stabilité financière couvrant la période 2022-2024, fait savoir la même source.

A l'issue de l'examen de la situation du système financier au regard des tendances économiques et financières, observées et attendues, le Comité a relevé notamment que quoiqu'encore préoccupants, les risques macroéconomiques pour la stabilité financière se sont globalement atténués à la faveur du rebond de la croissance nationale en 2021 et sa consolidation attendue en 2022 et 2023.

Concernant la position extérieure, le déficit du compte courant devrait, selon les prévisions de Bank Al-Maghrib, se creuser à 5,3% du PIB en 2022 avant de s'alléger à 4,9% en 2023, tandis que le niveau des avoirs officiels de réserve permettrait, en tenant compte notamment des projections du financement extérieur du Trésor, la couverture de plus de 6 mois et 20 jours d'importations de biens et services.

Pour ce qui est des finances publiques, le déficit budgétaire devrait s'atténuer graduellement à 6,3% du PIB en 2022 et puis à 5,8% en 2023 mais le niveau de la dette resterait élevé, estime le Comité, notant que ces analyses demeurent, toutefois, empreintes d'incertitudes en lien avec l'évolution de la situation sanitaire aux plans national et international. La forte résurgence des cas de contamination Covid-19 dans plusieurs



pays partenaires du Maroc et les restrictions qui s'en suivent ne manquent pas d'exacerber ces incertitudes.

Dans ce contexte et considérant la fin de la phase d'octroi des prêts garantis par l'Etat mis en place en réponse à la crise, l'évolution du crédit bancaire au secteur non financier resterait modérée à 3,7% en 2021 et 3,4% en 2022 avant de se redresser à 4,4% en 2023. Parallèlement, le taux des créances en souffrance s'est creusé en octobre 2021 à 11% pour les entreprises non financières et à 9,9% pour les ménages, fait observer le Comité.

Pour autant, le secteur bancaire continue d'afficher des fondamentaux solides en matière de rentabilité, de solvabilité et de liquidité. En effet, le résultat net des banques a enregistré un rebond au premier semestre 2021 après la contraction observée en 2020, bénéficiant principalement d'une baisse relative du coût de risque et de l'effet de base induit par la contribution du secteur bancaire en 2020 au fonds Covid-19.

Au plan de la capitalisation, les coussins de fonds propres des banques se sont renforcés à fin juin 2021, avec des ratios moyens

de solvabilité et de fonds propres de catégorie 1, atteignant sur base sociale, 16% et 11,9% respectivement. Sur base consolidée, ces ratios s'établissent à 13,8% et 10,9%. Le ratio de liquidité continue de se situer largement au-delà du minimum réglementaire de 100%.

L'exercice de macro stress test effectué par Bank Al-Maghrib sur la base des projections économiques de décembre 2021 continue de faire ressortir, à cette date, la résilience des banques face aux scénarii de chocs simulant la dégradation des conditions sanitaires et économiques.



Les risques macroéconomiques pour la stabilité financière se sont globalement atténués

Le Maroc, un exemple pour l'Afrique en matière d'industrialisation

Le Maroc constitue un exemple pour les autres pays africains en matière d'industrialisation et de promotion des exportations, a indiqué lundi l'expert zambien, Edward Chisanga.

"Ce dont nous avons le plus besoin, c'est de suivre la voie empruntée par les pays comme le Maroc dont les exportations mondiales de produits manufacturés s'élèvent à 72%", a indiqué M. Chisanga, membre du Centre international pour le commerce et le développement durable.

Il a ajouté que le Royaume, à l'instar d'autres pays notamment asiatiques

comme le Bangladesh et le Vietnam, a su tirer profit des accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la faveur de ses efforts déployés pour diversifier et industrialiser son économie, rapporte la MAP.

"L'Afrique doit trouver par elle-même une valeur ajoutée à l'exportation en s'engageant avec les pays riches dans l'investissement direct étranger et en développant le secteur privé", a-t-il souligné.

M. Chisanga a également fait observer que les pays africains devraient créer de la richesse grâce aux exportations de produits

manufacturés et aux investissements étrangers directs.

"Pour certains, l'Afrique a été exploitée pendant trop longtemps par des pays riches qui ont fait d'elle un fournisseur de matières premières pour leur industrialisation continue et un importateur des produits finis", a signalé l'expert, appelant les pays africains à ne pas se confiner dans le rôle victime.

Il a expliqué qu'avec des faiblesses structurelles dans la production de produits exportables, en particulier les produits manufacturés, la Zambie et l'Afrique

ne peuvent exporter que des matières premières en grande partie sous leur forme brute.

Revenant sur le cas de la Zambie, M. Chisanga a noté que le pays exporte plus de produits primaires vers la Chine qu'il ne le fait en produits manufacturés, tandis que la Chine exporte plus de produits manufacturés que de produits primaires.

"La Zambie exporte du cuivre brut car elle n'a pas de machines, de compétences humaines et d'infrastructures pour l'intégrer dans un processus industriel et exporter des produits finis", a-t-il regretté.

Art & culture

“Meu Coco”, le nouvel album de Caetano Veloso

L'artiste brésilien de 79 ans est l'auteur d'un disque engagé et convaincant



A l'approche de ses 80 ans, Caetano Veloso nous offre avec “Meu Coco” un magnifique album, suave, engagé et convaincant, après plus d'une décennie de silence discographique. Un opus dont l'arrière-plan esthétique rivalise avec l'aspect idéologique du projet musical. Certes, ces dernières années, l'artiste brésilien dont la popularité internationale ne se dément pas, n'a pas chômé, auteur de multiples tournées. Mais il a fini par céder à l'appel du studio.

“Il était temps”, s'est enthousiasmé Caetano Veloso dans un entretien accordé au quotidien français Libération. Difficile de le contredire, tant sa voix de velours et son doigté ajusté sur la guitare, qui lui donne une allure de jeune homme malgré son âge avancé, ont manqué à nos tympans et à nos âmes. Le chanteur n'a rien perdu de sa superbe ni de son engagement

politique. Deux fortes tendances qui transpirent de son disque, dont les titres nous laissent penser qu'ils auraient pu aussi bien être écrits hier, comme vingt ans en arrière. “En décembre 2019, la chanson Meu Coco est apparue dans ma tête, et j'ai tout de suite senti que j'avais là le début d'un album complet. Il suffisait de me laisser aller”, révéla-t-il dans ledit entretien.

Le compositeur et interprète brésilien à la discographie exceptionnellement dense, n'a pas changé de formule avec le temps. Il s'est bonifié sans donner la fâcheuse impression de se répéter. Ses chansons sont composées d'une myriade de sonorités, qui, prises une à une, semblent familières (nuances bossa, arrangements jazz, éclairs pop...) mais dont la somme offre un stupéfiant mélange et une foisonnante ambiance. Le tout drapé d'une forte connotation politique.

Non seulement sur la question du racisme, mais aussi au sujet de ce qu'il considère comme l'un des plus grands dangers pour l'humanité : le pouvoir accru des Gafam, depuis l'avènement de la pandémie de Covid-19.

L'artiste, né à Santo Amaro da Purificação dans l'Etat de Bahia, avoue ne pas se leurrer sur certains aspects politiques de ce monde et l'importance des réseaux sociaux forçant le retour à un temps qu'il pensait révolu. “Tous ces réseaux sociaux ont permis l'émergence de sinistres clowns qui sont devenus des leaders politiques dangereux pour l'idée commune de la démocratie. C'est toute la contradiction inhérente aux médias sociaux, des avancées technologiques qui ont permis cette vague d'ultra droite venue du pire passé”, s'est-il offusqué en ciblant des dirigeants comme Trump, Orban ou Bolsonaro.

S'il affirme «moi-même, je ne suis pas un grand utilisateur des réseaux sociaux qui, pour tout vous dire, sont assez ennuyeux et difficiles à suivre”, Caetano Veloso n'est pas sans ignorer l'importance capitale des GAFAM pour sa condition d'artiste : “Je ne les regarde pratiquement jamais, mais c'est un passage obligé pour les artistes, afin de maintenir un lien avec le public et faire la promotion, j'en profite aussi pour relayer mes points de vue”. Des points de vue souvent justes, lucides et sans concession sur les réalités de ce monde, à l'image de son nouvel opus, disponible sur toutes les plateformes streaming. Album qui réussit la prouesse de nous triturer les méninges aussi bien au sujet du monde d'aujourd'hui que celui d'hier, tout en nous envoyant au septième ciel musical.

Chady Chaabi

Samsung s'associe à Netflix

Samsung Electronics Co., Ltd. vient de dévoiler le dernier développement de son partenariat avec le géant du streaming Netflix pour annoncer la sortie de la deuxième saison de sa série à succès “Emily in Paris”, produite par MTV Entertainment Studios.

La série, nominée aux Emmy Awards et connue pour sa célébration du style parisien au XXI^e siècle, a collaboré avec Samsung afin de présenter une technologie de pointe de classe mondiale aux fans de la série, indique Samsung dans un communiqué.

Au cours de la première saison, le cadre splendide et les personnages typiquement parisiens ont donné aux téléspectateurs un aperçu du style et de la culture française, ajoute le communiqué qui souligne que ceux-ci reflètent ainsi, quelques-unes des forces motrices du succès de la série, soit un sentiment d'évasion qui a été créé et renforcé par le casting à caractère international, notamment le personnage emblématique de Sylvie Grateau.

Jouée par Philippine Leroy-Beaulieu, ambassadrice de Samsung, Sylvie est la patronne

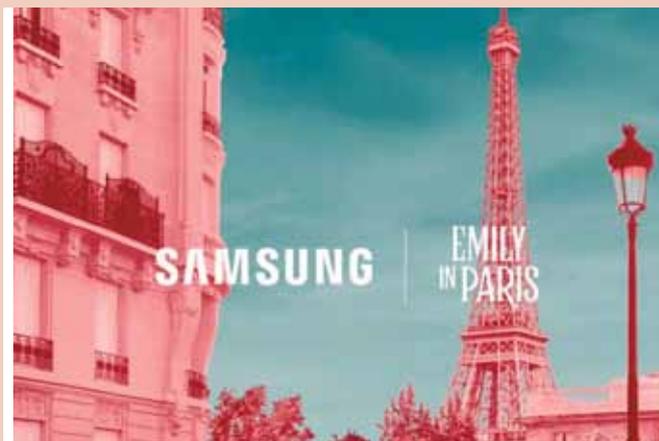
de la protagoniste principale Emily et la directrice générale de l'agence de marketing de luxe “Savoir”. Le personnage de Sylvie représente la véritable autorité élégante, excellente dans son travail, puissante, autoritaire et naturelle-

ment chic, elle est devenue l'un des personnages les plus reconnus et aimés de la première saison de la série.

Dans la deuxième saison, pour s'assurer qu'elle reste au sommet de sa vie personnelle

et professionnelle, Sylvie a choisi le Samsung Galaxy Z Flip 5G, élégant et vif, pour tenir Emily et le reste de l'agence en haleine.

Mais Sylvie n'est pas la seule à bénéficier du style et du glamour du Galaxy Z Flip 5G. Pour lancer la deuxième saison, Samsung et Netflix apporteront un style emblématique et une technologie innovante aux fans d'Emily in Paris par le biais d'une campagne intégrée, comprenant des publicités hors ligne, du contenu social et d'influenceurs, ainsi qu'un filtre TikTok qui offre une nouvelle façon aux fans de profiter de la série, à travers le prisme de l'emblématique Galaxy Z Flip 5G. Le filtre permettra aux fans de retourner le scénario “Flip the Script” et de devenir le personnage principal de leur propre affiche animée “Emily in Paris”. En effet, poursuit la même source, le merveilleux Galaxy Z Flip 5G se déploiera devant l'utilisateur, le plaçant au premier plan devant la Tour Eiffel. Les utilisateurs de TikTok peuvent essayer l'effet TikTok Flip the Script sur la plateforme à partir du 28 décembre.



Warner Music s'offre le répertoire de David Bowie pour 250 millions de dollars

Le groupe américain Warner Chappell Music vient d'acquiescer les droits de l'intégralité du répertoire de David Bowie, soit 26 albums, pour 250 millions de dollars. L'accord annoncé lundi porte sur l'ensemble du travail du célèbre musicien britannique décédé, qui comprend des centaines de chansons sur une carrière qui s'étale sur six décennies.

M. Bowie est mort en 2016 des suites d'un cancer, à l'âge de 69 ans. Les termes de la transaction conclue avec les héritiers du chanteur, n'ont pas été divulgués, mais une personne familière avec l'accord a estimé que le catalogue avait été vendu pour environ 250 millions de dollars. Warner Chappell Music est la branche d'édition musicale de Warner Music Group. Il comprend des centaines de chansons des 26 albums studio de M. Bowie, tels que «Space Oddity», «Changes», «Life on Mars ?», «Starman» et «Rebel Rebel».

Il compte également une sortie d'album posthume, «Toy». «Nous sommes vraiment ravis que le corpus musical de David Bowie soit désormais entre les mains compétentes de Warner Chappell Music Publishing», a déclaré Allen Grubman, avocat des héritiers



de David Bowie. «Ce ne sont pas seulement des chansons extraordinaires, mais des marqueurs qui ont changé à jamais le cours de la musique moderne», a indiqué, dans un communiqué, le patron de WMC, Guy Moot.

Bouillon de culture

Golden Globes

Les organisateurs des Golden Globes ont décidé de maintenir la cérémonie de remise des prix prévue dimanche qui n'aura ni public ni retransmission télévisée.

Aucun public n'est prévu pour cette 79e édition des Golden Globes, a indiqué l'association de la presse étrangère de Hollywood (HFPA) dans un communiqué, invoquant la situation sanitaire et la propagation rapide du variant Omicron.

La soirée de gala des Golden Globes ouvrirait traditionnellement la saison des prix cinématographiques et était courue par le gratin d'Hollywood. Mais cette année, les stars sont aux abonnés absents et la chaîne de télévision NBC a renoncé à diffuser la cérémonie.

«Belfast» de Kenneth Branagh et «The Power of the Dog» de Jane Campion sont en tête des nominations cette année.

Fashion week

Le styliste italien Giorgio Armani a annoncé, mardi, l'annulation de ses défilés prévus en janvier dans le cadre de la Fashion week hommes de Milan et la semaine de la haute couture de Paris, en raison de l'augmentation des cas de Covid-19 en Europe.

Cette décision a été «prise avec grand regret et après mûre réflexion à la lumière de l'aggravation de la situation épidémiologique», selon un communiqué du groupe.

Armani est la première grande griffe italienne à annuler ses défilés en raison de la nouvelle vague de contaminations, comme ce fut déjà le cas au début de la pandémie en février 2020. La reprise des défilés en présence de spectateurs, annoncée en mai 2021, aura été de courte durée.

«Les défilés sont des occasions cruciales et irremplaçables, mais la santé et la sécurité des employés et du public doivent à nouveau être prioritaires», a commenté Giorgio Armani.

La semaine de la mode masculine à Milan, programmée du 14 au 18 janvier, prévoyait initialement 23 défilés physiques et la participation de 47 marques, dont Ermengildo Zegna, Fendi, Dolce & Gabbana ou encore Prada.

L'Italie est l'un des pays européens à avoir payé le plus lourd tribut à la pandémie, avec plus de 137.000 morts, et connaît à présent une forte recrudescence des cas, face à la déferlante du variant Omicron.

Parution d'un ouvrage sur «Le défi de l'Islam en Italie»

Le défi de l'Islam en Italie entre contraintes européennes et risques de radicalisation est l'intitulé d'un ouvrage que vient de publier l'expert en dialogue interreligieux, Marco Baratto, mettant en évidence le modèle marocain en matière de coexistence, de tolérance et de lutte contre la radicalisation.

Préfacé par l'ancien ministre de la Défense italien, Mario Mauro, cet opus de 151 pages se décline en neuf chapitres qui retra-

cent l'histoire de l'Islam en Italie, tout en présentant ses différentes structures, son cadre juridique et la lutte de la péninsule contre l'extrémisme.

L'ouvrage accorde une attention particulière au modèle marocain à travers deux grands axes, à savoir la coexistence et le dialogue avec les différentes religions monothéistes, et la politique marocaine de lutte contre la radicalisation, tout en mettant en avant le chantier de restructuration du

champ religieux et le rôle de l'Institut Mohammed VI pour la formation des imams mourchidates et mourchidates.

«La présence de l'Islam en Italie, qui remonte dans l'histoire, a pris, ces dernières années, une visibilité de grande portée en raison des phénomènes migratoires des années 80 et 90», a déclaré à la MAP M. Baratto, appelant à favoriser un «Islam en Italie» non pas un «Islam italien».

«Il ne faut pas chercher à adapter la religion musulmane à l'Etat italien», a-t-il signalé, expliquant que «l'Islam, qui est présent en force dans la péninsule, doit bénéficier d'un traitement égal aux autres religions tout en veillant au respect de ses valeurs et ses traditions».

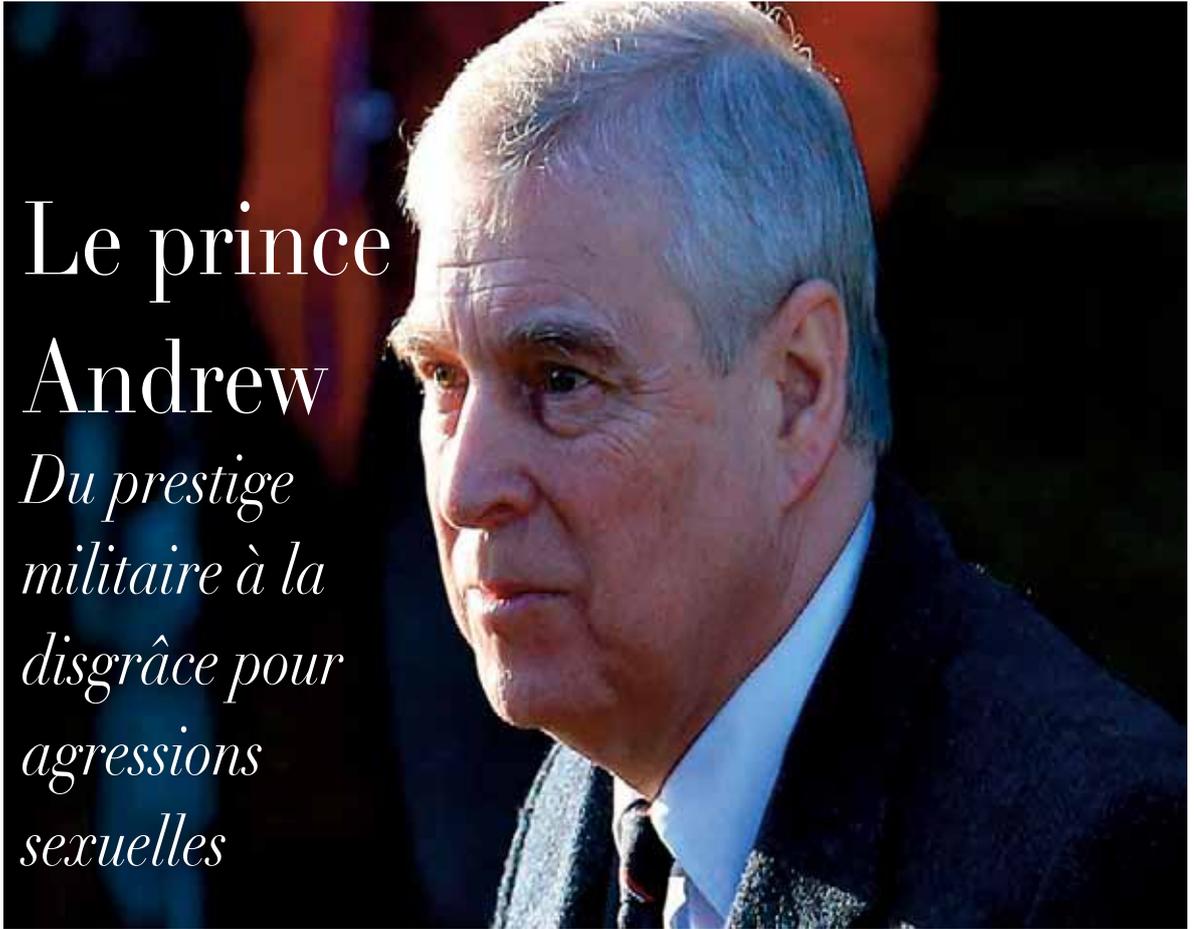
Né à Milan, Marco Baratto est diplômé en droit. Il s'intéresse à l'histoire des rapports entre l'Europe et la Méditerranée et les relations entre les mondes musulman et chrétien. Pour rappel, l'expert italien avait mis en exergue les atouts et la forte dynamique de développement que connaît le Sahara marocain, ainsi que sa position stratégique en tant que porte d'entrée vers l'Afrique subsaharienne. Et d'ajouter dans un article publié par le journal d'information électronique «Mediterranews»: «L'Europe doit être pragmatique et ouvrir son propre bureau de représentation dans les provinces du sud du Royaume».



Portrait

Le prince Andrew

Du prestige militaire à la disgrâce pour agressions sexuelles



Souvent décrit comme le fils préféré d'Elizabeth II, le prince Andrew a longtemps fait figure de playboy et de militaire courageux. Il apparaît aujourd'hui comme un paria, accusé dans le scandale d'agressions sexuelles lié au financier américain décédé Jeffrey Epstein.

Jadis vu comme un héros de la guerre des Malouines (1982), durant laquelle il a combattu à 22 ans en tant

que pilote d'hélicoptère, le duc d'York, 61 ans, a dû renoncer à toutes ses activités publiques, une décision humiliante et rarissime pour un membre de la famille royale.

Son amitié avec la mondaine britannique Ghislaine Maxwell est devenue encore plus embarrassante la semaine dernière quand celle-ci a été reconnue coupable à New York de trafic sexuel de mineures, commis au profit d'Epstein.

Alors que le prince tentait de faire profil bas, une plainte au civil déposée en août contre lui par une victime l'a remis sur le devant de la scène.

Dans cette plainte, dont la défense d'Andrew tente d'obtenir le classement, l'Américaine Virginia Giuffre, 38 ans, l'accuse de l'avoir agressée sexuellement à trois reprises en 2001, quand elle avait 17 ans.

Ces faits auraient été commis par l'entremise du couple formé par Ghislaine Maxwell et son compagnon et complice Jeffrey Epstein, lequel s'est suicidé en prison à New York en août 2019 avant son procès.

Une photo de l'époque, très médiatisée, montre le prince et l'adolescente se tenant mutuellement par la taille, avec Ghislaine Maxwell à l'arrière-plan.

Le second fils de la reine Elizabeth II, neuvième dans l'ordre de succession au trône, nie farouchement ces accusations. Il a tenté de se défendre dans une interview à la BBC en

novembre 2019, jugée calamiteuse. Apparaissant arrogant et dénué de compassion, il n'a pas exprimé un seul regret pour son amitié avec Epstein ni la moindre empathie pour les victimes de celui-ci.

Après le verdict contre Maxwell, "il est maintenant perçu comme celui qui fut l'ami proche non seulement d'un pédophile condamné, mais aussi d'une trafiquante sexuelle condamnée", a souligné la rédactrice en chef de Majesty Magazine dans le Sun, Ingrid Seward.

La presse britannique le dit aussi sous pression pour renoncer à ses titres militaires, affirmant que son titre de duc d'York serait aussi dans la balance.

Né le 19 février 1960 à Buckingham Palace, dix ans après sa soeur la princesse Anne, le prince Andrew est le troisième enfant de la reine Elizabeth II et du prince Philip, et leur deuxième fils. Enfant facile et plein d'entrain, il passe pour le fils préféré de Sa Majesté.

Jeune homme, Andrew, célibataire convoité, multiplie les conquêtes, avant d'épouser en 1986 la flamboyante Sarah Ferguson. La reine lui octroie alors le titre de duc d'York.

Deux filles naissent de cette union: les princesses Beatrice (1988) et Eugenie (1990), mais le mariage est éclaboussé par des écarts de conduite. En 1992, "Fergie" est photographiée seins nus au bord d'une piscine dans

le sud de la France, son conseiller financier lui léchant les orteils.

Malgré leur divorce en 1996, Andrew et Sarah affirment rester "les meilleurs amis du monde" et la duchesse a pris sa défense.

Après leur séparation, le prince Andrew se fait remarquer aux côtés de femmes aux seins nus en vacances en Thaïlande, ou participant à une soirée sur le thème "prostituées et proxénètes" aux Etats-Unis avec Ghislaine Maxwell.

Après 22 ans dans la Marine, il devient le représentant spécial du Royaume-Uni pour le commerce international, mais est critiqué pour ses dépenses fastueuses aux frais du contribuable.

Ses relations avec des familles de dictateurs, dont celle du Libyen Mouammar Kadhafi, sont aussi vues d'un mauvais oeil.

Ses liens avec Jeffrey Epstein, condamné en 2008 pour avoir conduit des jeunes filles à se prostituer, remontent à la surface en 2011. Cette relation était "mal avisée", a reconnu le prince.

Discret depuis son retrait de la vie publique, il est parfois photographié aux côtés de sa mère, à cheval ou au volant sur l'un des domaines royaux, où il vit en reclus. Il ne figurait même pas sur la photo de mariage de sa fille Beatrice en 2020.



Après 22 ans dans la Marine, le Prince Andrew devient le représentant spécial du Royaume-Uni pour le commerce international, mais est critiqué pour ses dépenses fastueuses aux frais du contribuable

FIDUCIAIRE
FIDULATIMO
Tél.Fax : 05 22 72 43 43
"RACINE SPA" -
S.A.R.LAU En Liquidation
AU Capital de 400.000 Dhs
Siège Social : 32, Rue Point
du Jour Racine -
Casablanca
RC : Casablanca
N° 212547

Au terme d'un acte SSP en date du 21/12/2021 à Casablanca, l'associé et le gérant unique de la société RACINE SPA SARL d'Associé Unique "a décidé ce qui suit :
• Le rapport du Liquidateur et constatation du solde de liquidation de la société RACINE SPA SARL.
• La clôture définitive de la liquidation de la Société RACINE SPA SARL.
• Libération de liquidateur Mme Amina MESRAR porteur de la CINE N° B 592718 de son mandat de Liquidateur.
• Radiation totale de la société RACINE SPA SARL de registre de commerce.
• Le dépôt légal a été effectué au Tribunal de Commerce de Casablanca le 04/01/2022 sous le N° 807192.

N° 050/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE
DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZ-
GANE AIT MELLOUL
COMMUNE DCHEIRA
EL JIHADIA
DIRECTION
DES SERVICES
DIVISION
D'EQUIPEMENT
SERVICE MARCHES
OBJET : AVIS D'APPELS
D'OFFRES OUVERTS
N° 03-04/2022

Réservés aux petites moyennes Entreprises nationale, les coopératives ou les unions de coopératives et les unions de entrepreneurs,) Le 01 Février 2022 à 10h00, il sera procédé à la salle de réunion n° 108 sise à l'hôtel de ville de la Commune de Dcheira El Jihadia, à l'ouverture des plis relatif à l'appel d'offres sur offres des prix suivant ayant pour objet :
• Appel d'offre n° 03/2022: Achat de matériaux de construction pour cimetières - Commune Dcheira El Jihadia, Préfecture d'Inezgane Ait Melloul (Réservés aux petites moyennes Entreprises nationale les coopératives ou les

unions de coopératives et les auto-entrepreneurs,) Appel d'offre n° 04/2022 : Travaux d'entretien des avenues et rues de la ville DcheiraEljhadia, commune de Dcheira El jihadia Préfecture d'Inezgane Ait Melloul.(Réservés aux petites moyennes Entreprises nationale les coopératives et les unions de entrepreneurs,) Le dossier d'appel d'offre peut être retiré au bureau du marché de la Commune de Dcheira El Jihadia sise à l'hôtel de ville, il peut également être téléchargé à partir du Portail des Marchés Publics: www.marchespublics.gov.ma.
Cautionnement provisoire - Appel d'offre n° 03/2022 est fixé à la somme de 1 500.00dhs(Mille Cinq cent Dirhams).
- Appel d'offre n° 04/2022 est fixé à la somme de 5 500.00 dhs(Cinq mille cinq cent Dirhams).
Estimation du coût des prestations
-Appel d'offre n° 03/2022 est fixé à la somme de 81 600.00dhs(Quatre vingt un mille six cent dirhams TTC)

- Appel d'offre n° 04/2022 est fixé à la somme de 220 440.00dhs(Deux cent vingt mille quatre cent quarante dirhams TTC)
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doit être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434(20 mars 2013) tel qu'il a été modifié et complété relatif aux marchés publics.
* La présentation des plis des concurrents doit respecter l'article 11 du règlement de la consultation.
Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la Commune de Dcheira El Jihadia.
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- Soit les remettre, séance tenante, au Président de la Commission d'Appel d'Offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit transmettre l'offre au

maître d'ouvrage par voie électronique au portail des Marchés publics.
• Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article-09 du Règlement de consultation.

N° 051/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE
DE L'INTERIEUR
PROVINCE D'EL HAJEB
COMMUNE
D'AGOURAI

Avis d'Appel d'Offres
Ouvert N° 01/2022
Le 28/01/2022 à 11 H. Il sera procédé dans les bureaux du président du Conseil Municipal d'Agourai, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offre de prix pour AFFERMAGE DU SOUK HEBDOMADAIRE « khamiss Agourai ».
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au Bureau des Marchés de la commune d'Agourai, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de 50.000,00 DHS (cinquante

mille) dirhams.
L'estimation D' AFFERMAGE DU SOUK HEBDOMADAIRE est fixée à la somme de 650.000,00 (six cent cinquante mille dhs).
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27 et 29 et 31 du décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
• Soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
• Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau des marchés de la Municipalité d'Agourai ;
• Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offre au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
• Soit les envoyer par voie électronique dans le portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'Article 04 du règlement de consultation.
N° 052/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT, ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE DE L'EQUIPEMENT
ET DE L'EAU D'EL KELAA DES SRAGHNA

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N°39/2021

Le 01/02/2022 à 10H00, Il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Provinciale de l'Equipement du Transport de La logistique et de l'eau d'El Kelaa des Sraghna à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour :

TRAVAUX DE REALISATION DES FORAGES DANS LA PROVINCE
D'EL KELAA DES SRAGHNA

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau de marché, service Gestion et Programmes, Direction Provinciale de l'Equipement, du Transport de la Logistique et de l'eau d'el kelaa des sraghna, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat: www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : soixante- quatorze milles Dirhams (74 000,00 DH).

L'estimation du coût des prestations est fixée à la somme de : quatre million huit cent quatre-vingt-onze mille huit cent Dirhams. (4 891 800.00dh).

Le contenu ainsi que la présentation et le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12-349 relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
• Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés ;
• soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
• soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
• Soit déposer leur plis et offres par voie électronique dans le portail des marchés publics.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article9 du règlement de consultation.

DOSSIER TECHNIQUE
*** Pour les concurrents installés au Maroc**

Une copie légalisée (certifiée conforme à l'original) du certificat de qualification et de classification. Il est exigé pour le présent appel d'offre les qualifications suivantes

SECTEUR	QUALIFICATION	CLASSIFICATION
H	H3	1

*** Pour les concurrents non installés au Maroc**

Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le Règlement de consultation

N°054/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE EL KELAA DES SRAGHNA
CONSEIL PROVINCIAL
DGS/DDE/SM

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N° 38/2021/BP

LE 16/02/2022 à 11 heure, il sera procédé dans les bureaux du conseil provincial d'El Kelaa des Sraghna.(Salle de réunion) à l'ouverture des plis relatif à l'appel d'offres sur offres de prix :

❖ **Travaux d'achèvement d'un espace pour la production et la commercialisation des produits de l'artisan a la commune territoriale de Tamellaletà la province d'El kelaa de Sraghna**

le cautionnement provisoire est fixé à la somme de :15 000.00 DHS(QuinzeMille Dhs).
- l'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : 659.742.00(Six cent cinquante-neuf mille sept cent quarante-deux dhs)

Ledossier d'appel d'offre peut être retiré auprès du servicedes marchés du conseil provincial d'El Kelaa des Sraghna. Il peutégalement être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchespublics.gov.ma.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :

- 1-soit déposer contre récépissé leurs plis dans le **bureau d'ordre du conseil provincial d'Elkelaa des Sraghna**
- 2-soit lesenvoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au **bureau d'ordre du conseil provincial d'Elkelaa des Sraghna**.
- 3-soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- 4- Soit lesenvoyer par voie électronique conformément à la disposition de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 kaada 1435(04/09/2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 9 du règlement de consultation.

1) Pour les entreprises installées au Maroc

Les concurrents doivent produire une copie certifiée conforme du certificat de qualification et de classification suivant le secteur, l'activité et la classe minimale et les qualifications ci-après :-

Secteur	Classe	Qualification exigées
A	5	A1-A2

2) Pour les entreprises non installées au Maroc

Les concurrents non installés au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation

N°053/PA

ESPACE FILALI SARL AU SOCIÉTÉ
A RESPONSABILITE LIMITEE D'ASSOCIÉ UNIQUE Au capital de 100.000,00 dirhams
SIEGE SOCIAL : 55 BD ZERKTOUNI ESPACE ZERKTOUNI ETG 1 APPT N°3 Q.H CASABLANCA

Aux termes d'un acte seing privé en date du 12/10/2021 à Casablanca, il a été constitué une SARL AU ayant les caractéristiques suivantes :

- 1) Dénomination : La dénomination de la société est : ESPACE FILALI SARL AU
- 2) Siège social : Le siège social est fixé à Casablanca, 55 BD Zerktouni Espace Zerktouni ETG 1 Appt. N°3 Q.H Casablanca.
- 3) L'objet social : - Marchand des produits électroménagers - Négociant.

4) Capital social : Le capital social s'élève à cent mille (100.000,00) dirhams, divisé en mille (1000) parts sociales de cent (100) dirhams chacune, souscrites en totalité intégralement libérées à la souscription. Ces parts sociales sont attribuées à l'associé comme suit M. Abderrazzak Nadiri : 1000 parts sociales

5) La gérance : M. Abderrazzak Nadiri est nommé gérant unique, pour une durée illimitée.
6) La signature : La société sera valablement engagée par la signature de M. Abderrazzak Nadiri.
7) La durée : 99 années à compter du jour de sa constitution définitive. Le dépôt légal a été effectué au centre régional d'investissement de Casablanca et l'immatriculation au R.C sous le n°524083 le 29/11/2021.

N° 101/PA

SOGIRCA « SARL AU »
Au capital social de (100.000,00) Dirhams
Siège social : Casablanca Angle Rue Puissessaux et Rue Rabia Adaouya Qu. La Gironde El Fida Derb Sultan R.C : Casablanca N° 149 401
Augmentation du capital social de 100.000,00 DH A 1.500.000,00 DH

Adjonction d'une nouvelle enseigne de la société « ALLO MAZOUT »

I- Aux termes du Procès-verbal des décisions de l'assemblée unique en date à Casablanca du 31 décembre 2020, l'associé unique a pris les décisions suivantes :
- Augmentation du capital social d'un montant de 1.400.000,00 dirhams pour le porter ainsi de 100.000,00 dirhams à 1.500.000,00 dirhams et ce par voie d'émission de 1.400 parts sociales nouvelles de 1000,00 dirhams chacune souscrites en numéraire par l'associé unique.

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital de 100.000,00 dirhams à 1.500.000,00 dirhams.
- Adjonction d'une nouvelle enseigne de la société. La nouvelle enseigne de la société est : « ALLO MAZOUT ».
- Modification des articles « 2 », « 6 » et « 7 » des statuts relatifs à « l'enseigne » aux « apports » et au « capital social ».

II- Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de commerce de Casablanca, le 19-04-2021 sous le numéro 774925.

N° 102/PA

FIDCONSEIL SARL AU 61, AVENUE LALLA YACOUT N°85 ETG 2 CASABLANCA KHTAR SERVICE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte S.S.P. en date à Casablanca, 01/11/2021 a été formée une société SARL dont les caractéristiques sont les suivantes :
Dénomination : « KHTAR SERVICE SARL »
Objet : Jardinage, Ménage, Sécurité, Événementiel, Intérim. Tous travaux de corps d'état
Siège social : CENTRE RIAD, 61, AVENUE LALLA YACOUT ET MUSTAPHA EL MAANI N°69 ETAGE 2 CASABLANCA.
Durée : 99 ans.
Capital social : 100 000,00 Dhs (Cent Mille dirhams) divisé en 1000 parts sociales de cent dhs chacune, entièrement libérées.
Mr JAWHARI SAAD : 600 Parts sociales
Mr JAWHARI BELKACEM : 400 Parts sociales

N° 058/PA

TOTAL : 1000 Parts sociales
Gérance : Mr JAWHARI SAAD, gérant unique de la société pour une durée indéterminée.

La société sera valablement engagée vis-à-vis de tous autres tiers par la signature du gérant unique ci-dessus nommé.

Bénéfices : Après prélèvement de 5% pour la réserve, le surplus sera affecté suivant la décision des associés.
Dépôts : le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal commercial de Casablanca le 02 Novembre 2021, sous N° 805816. RC N° 526737.

N° 057/PA

4 WHEELS RENT CARS S.A.R.L.A.U
Au capital de 100.000.00 Dirhams
Siège social: BAYTI SAKAN IMM 376 MAG 57 BENI KHLEF MOHAMMEDIYA

Aux termes du PV D'AGE du 30/11/2021 l'associé unique décide:

- 1) La dissolution anticipée de la société ;
- 2) La nomination de BELGACEM LAKHOUARI en qualité de liquidateur ;
- 3) Le siège de la liquidation : BAYTI SAKAN IMM 376 MAG 57 BENI KHLEF MOHAMMEDIYA.

N° 058/PA

THEN PLANT IT S.A.R.L.A.U
Au capital de 100.000.00 Dirhams
Siège social : 61 AV LALLA YACOUT ANGLE MUSTAPHA EL MAANI IER ETAGE N° 56 CENTRE RIAD CASABLANCA

Aux termes du PV D'AGE du 12/10/2021, l'associé décide :

- 1) Changement de la dénomination de la société à « AGRONECT » ;
- 2) Changement de l'activité de la société ;
- 3) Mis à jour des statuts de la société.

Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de commerce de Casablanca le 16/11/2021 sous n° 800610. N° 059/PA

NADOR DES COMPTES DISSOLUTION-LIQUIDATION

I) Aux termes des deux P.V.A.G.E en date du 14/12/2021 et 20/12/2021, les associés de la Sté dite: «MILOMED» immatriculée au registre de commerce de Nador sous le N° 7595, ont décidé de :

- Prononcer la dissolution et liquidation de la société à compter de ce jour.
- Nommer en qualité de liquidateur MR. JAYHI MILOU, demeurant à NADOR, AVENUE PALESTINE N° 48 ARUIT.
- Fixer le siège de la liquidation à NADOR, AVENUE PALESTINE ARUIT
- L'examen et approbation du compte de liquidation,
- La constatation de la clôture de liquidation,

II) Les Dépôts Légaux ont été effectués au G.T. de Première Instance de Nador le 28/12/2021, respectivement sous les N° 2742 et 2743.

POUR EXTRAIT ET MENTION N° 060/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & DE LA RECHERCHE

SCIENTIFIQUE ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION & DE FORMATION MARRAKECH SAFI DIRECTION PROVINCIALE AL HAOUZ AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01/INV/2022

Le 31/01/2022 à 10h00, il sera procédé, au siège de la Direction Provinciale Al Haouz-TAHANAOUT à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert « au rabais ou à majoration » pour Travaux d'électrification du lycée TARIQ IBN ZIAD à AIT OURIR.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau des marchés au sein de la Direction provinciale AL HAOUZ- TAHANAOUT. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat : www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à : 3 000,00 DH (Trois mille Dirhams). L'estimation des coûts des prestations établit par le maître d'ouvrage, est fixée à la somme de : 226 981,37 Dhs (Deux cent vingt-six mille neuf cent quatre-vingt-un Dirhams et 37 Cts TTC)

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dos-

siers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29et 31du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada1 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés de la Direction provinciale AL-HAOUZ.

- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.

- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

- Soit déposé électroniquement via le portail de marches publiques : www.marchespublics.gov.ma, conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 Kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 6 du règlement de la consultation.

Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par l'article 6 du règlement de consultation.

N° 061/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE
DELEGATION PROVINCIALE DE NADOR

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N° : 01/2022

Le 01/02/2022 à 11h il sera procédé, dans la salle de réunions de la délégation du Ministère de la santé et de la protection sociale à la province de Nador à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offre de prix en lot unique pour :

Travaux d'aménagement du laboratoire de santé publique à la Province de Nador

Le dossier d'appel d'offre peut être retiré au bureau des Marchés à la délégation de la Santé à Nador, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de:

20 000,00 dh (vingt-mille dhs).

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de: **982 752,00 Dhs (neuf cent quatre-vingt-deux mille sept cent cinquante-deux Dirhams)**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau des Marchés à la délégation de la Santé à Nador.
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit les déposer sur le portail des marchés publics suivant : www.marchespublics.gov.ma dans les conditions prévues par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des finances n° 20-14 du 04/09/2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 6 du règlement de consultation.

Il est exigé de fournir la copie certifiée conforme à l'originale du certificat de classification et de qualification tel que prévue par l'article 6 du règlement de consultation selon le tableau :

Secteur	Qualification	Classe
A	A5	4

Les concurrents non installés au Maroc doivent présenter un dossier technique conformément au règlement de consultation.

N°056/PA

SOCIETE NATIONALE DE RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION

AVIS DE REPORT
AO n° 58AOM/SNRT/2021

Il est porté à la connaissance des concurrents intéressés par l'appel d'offres ouvert n°58AOM/SNRT/2021 relatif à :

La fourniture et la mise en service de deux unités mobiles pré-câblées de contribution des signaux audio/vidéo par satellite (DSNG) pour les besoins de la SNRT.

Que la date d'ouverture de plis est reportée au 01/02/2022 à 15 h au lieu du 18/01/2022 à 11 h.

Que Les prospectus et les documents techniques exigés par l'article 17 du règlement de la consultation doivent être déposés au secrétariat de la direction des achats SNRT (2ème étage) au plus tard le 31/01/2022 à 16h, délai de rigueur au lieu du 17/01/2022 à 16H00 heures.

N°055/PA

METRO FER SARL-AU
Suite aux termes d'un acte sous seing privé à Mohammedia le 21/12/2021 enregistré le 22/12/2021, il a été décidé la constitution d'une société SARL-AU dont les caractéristiques sont les suivants : Dénomination : METRO FER-forme juridique : SARL-AU-Objet social : Fer vieux ou autre vieux métaux communs. (Marchand de) en demi-gros droguiste (marchand) en demi-gros. Soudure par procédés autogènes ou électriques (exploitation un atelier de). Siège sociale : 10 résidence waifa imm a rdc route de rabat km 17 Ain Harrouda Mohammedia. Capital social : 100 000.00 (cent mille) dh divise en 1000 (mille) parts sociales de 100(cent) dhs entièrement souscrits. Durée : 99 ans. Gérance : M. BRAHIM OUSOUMOUR gérant pour une durée illimitée. Année sociale: du 1er janvier au 31 Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de premier instance de Mohammedia datée le 30/12/2021 sous N°2765 pour mention et insertion.
N° 062/PA

«HSKJ» S.A.R.L
SOCIÉTÉ
A RESPONSABILITÉ
LIMITÉE AU CAPITAL
DE 100.000,00DIRHAMS
SIEGE SOCIAL :RUE
SOU MAYA,RESIDENCE
SHAHRAZADE3,5EME
ETAGE N22
PALMIERS-
CASABLANCA
CONSTITUTION
DE SOCIÉTÉ

Aux termes d'un acte sous seing privé en date, à Casablanca, du 16/12/2021, il a été formé une société à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont les suivantes :

DENOMINATION: « HSKJ » S.A.R.L
OBJET : La société a pour objet directement ou indirectement, tant au Maroc qu'à l'étranger :
- L'activité de transactions immobilières et commerciales, de promotion immobilière, de lotissement.
- La création, l'acquisition, la prise en gérance libre de tous établissements commerciaux, agences immobilières et autres, la location ou l'achat de tous immeubles pouvant servir de manière quelconque à l'objet social ;
- Tous investissements immobiliers ;
- La prestation de service aux entreprises et aux administrations ;
- L'import et l'export de matériaux de construction.
SIEGE SOCIAL : Le siège social est fixé à Casablanca RUE SOU MAYA, RESIDENCE CHEHRAZADE3, 5ème ETAGE N22 PALMIERS.
CAPITAL SOCIAL : Les gérants effectuent l'apport en numéraire, à savoir :
- La société MAEK SARL : 25.000,00 DHS
- La société NEO SB SARL

AU : 25.000,00 DHS
- La société AMODEV SARL AU : 25.000,00 DHS
- La société AJ DEV SARL AU : 25.000,00 DHS
Soit au total la somme de Cent Mille dirhams 100.000,00 DHS
DUREE :99 années à compter du jour de l'immatriculation au Registre du commerce.
ANNEE SOCIALE :du 1 janvier au 31 décembre de chaque année.
GERANCE:
Monsieur Mohamed Amine EL KANOUNI
Monsieur Boukber SEFRAOUI
BENEFICES :Les produits nets de la société constatés par l'inventaire annuel après prélèvements légaux et statutaires sont attribués aux associés.
DEPOT ET IMMATRICULATION AU RC :Le dépôt a été effectué auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Casablanca le 04/01/2022 sous le n°807061.
POUR EXTRAIT ET MENTION
Le gérant

N° 063/PA
Sté « LADOSS PROMOTIONS »
I) Suite aux délibérations de l'A.G.O.R.E du 07.12.2021 de la Sté « LADOSS PROMOTIONS » SARL, au capital de 100.000,00 DHS, ayant son siège social à Fès, 52 Avenue Hassan II.

* Le renouvellement du mandat des gérants Mme. SERFATY Samira et Mr. BENABDALLAH Abdhahid, pour une durée illimitée.

II) Le dépôt légal a été effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de Fès, le 04/01/2022 sous le n° de dépôt 28/2022, et le RC n° 21 565.

LES GERANTS
N° 064/PA

STE « BOUAZ GAZ »
I) Suite aux délibérations de l'A.G.E du 30.11.2021, de la Sté « BOUAZ GAZ » SARL, au capital de 100.000,00 DHS, ayant son siège social à Fès, Douar Sidi Lwafii. Hay El Massira Bensouda. Zilileg, il a été décidé:
* Radiation.

II) Le dépôt légal a été effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de Fès, le 04.01.2022 sous le n° de dépôt 29/2022, et le RC n° 48 973.

LIQUIDATEUR
N° 065/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTRE
DE LA SANTE ET DE LA
PROTECTION SOCIALE
DIRECTION
REGIONALE DE CASABLANCA
DELEGATION
HAY HASSANI
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT
SUR OFFRES DE PRIX
N° 01/2022
Réservé aux petites
et moyennes entreprises
nationales.
Le 03/02/2022 à 10

Heures, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Délégation du Ministère de la Santé à la Préfecture d'arrondissement Hay Hassani, sis à Rue SIDIKHADIR HAY HASSANI Casablanca à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix relatif à la surveillance et le gardiennage des locaux du siège de la délégation et des formations sanitaires relevant de la délégation de la santé à la préfecture d'arrondissement Hay Hassani (lot unique).

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré de bureau de sous ordonnancement de la délégation du Ministère de la Santé à la préfecture d'arrondissement Hay Hassani, sis à Rue SIDI KHADIR HAY HASSANI Casablanca il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 25 000,00 DH (Vingt-cinq mille Dirhams).
L'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : 1 780646.40 DH (un million sept cent quatre vingt mille six cent quarante six dirhams et quarante centimes TTC).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
- Soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau de sous-ordonnancement sis à la délégation du ministère de santé à la préfecture d'arrondissement Hay Hassani, sis à Rue SIDI KHADIR HAY HASSANI Casablanca.

- Soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;

- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

- Soit les transmettre par voie électronique au maître d'ouvrage via le portail marocain des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et de finance N° 20-14 de septembre 2014 relatif à la dématérialisation de la procédure de passation des marchés publics.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 5 du règlement de consultation.

N° 066/PA
ROYAUME DU MAROC
MINISTRE
DE L'EDUCATION
NATIONALE,
DU PRESCOLAIRE ET
DES SPORTS
L'Académie Régionale
d'Education
et de Formation

de la région
de CASABLANCA
SETTAT.

DIRECTION
PROVINCIALE
DE SIDI BENNOUR
AVIS D'APPELS
D'OFFRES OUVERTS
N° 01/SB/2022 LE

01/02/2022 A 10H00MIN
Le 01/02/2022 à 10h00mn, il sera procédé, dans les bureaux de la direction provinciale du MENPS de sidi Bennour, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres de prix, pour :

APPROVISIONNEMENT EN MATIERES ET FOURNITURES D'ALIMENTATION POUR LES INTERNATS ET LES CANTINES DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES (COLLEGES, LYCEES ET ECOLES COMMUNAUTAIRES) RELEVANT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE SIDI BENNOUR, AREF-CASABLANCA-SETTAT (Légumes Et Fruits) En Deux lots.

Lot 1 : Zone A.
Lot 2 : Zone B.
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré gratuitement de bureau du service des affaires administratives et financières, des Constructions, de l'Équipement et du Patrimoine

relevant de la direction provinciale Bd DAKHLA, Rue de Meknès, Sidi Bennour. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics de l'Etat : www.marchespublics.gov.ma .

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de :

Lot 1 (Zone A) : 25 000,00 Dhs (Vingt Cinq Mille dirhams).

Lot 2 (Zone B) : 17 000,00 Dhs (Dix Sept Mille dirhams).

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :

Lot 1 : Zone A.
- Min : 850 428,00 Dhs TTC (Huit Cent Cinquante Mille Quatre Cent Vingt Huit Dirhams TTC).

- Max : 1 275 634,50 Dhs TTC (Un Million Deux Cent Soixante Quinze Mille Six Cent Trente Quatre Dirhams, Cinquante Centimes TTC).

Lot 2 : Zone B.
- Min : 595 267,50 Dhs TTC (Cinq Cent Quatre Vingt Quinze Mille Deux Cent Soixante Sept Dirhams, Cinquante Centimes TTC).

- Max : 892 889,50 Dhs TTC (Huit Cent Quatre Vingt Douze Mille Huit Cent Quatre Vingt Neuf Di-

rhams Cinquante Centimes TTC).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret N°2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
• Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le service des affaires administratives et financières, des Constructions, de l'Équipement et du Patrimoine relevant de la direction provinciale Bd DAKHLA Rue de Meknès, Sidi Bennour.

• Soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au service précité.

• Soit les remettre au président de la commission d'Appels d'Offres au début de la séance et avant l'Ouverture des plis.

• Soit envoyer leurs offres par voie électronique conformément à l'article 6 de l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n°20-14 du 04/09/2014. Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par le règlement de la consultation.

N° 067/PA

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
عمالة إقليم تارودانت
دائرة أولادناهمة
قيادة منسرج العين
مصلحة الشؤون الإدارية والقانونية
مكتب الموارد البشرية

إعلان

عن إجراء امتحان الكفاءة المهنية بوسم سنة 2022

لفائدة بعض هيئات موظفي جماعة مشرع العين

بناء على مقتضيات الظهير الشريف رقم 1.15.85 الصادر في 20 رمضان 1436 (7 يوليوز 2015) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 113.14 التعلق بالجماعات ولا سيما المادة 96 منه .

يعين رئيس الجماعة الترابية مشرع العين ، انه تقرر تنظيم امتحانات الكفاءة المهنية بمقر الجماعة ابتداءا من الساعة التاسعة والنصف صباحا لفائدة موظفي الجماعة المنتمين إلى ميزانيتها والمستوفين الشروط النظامية وتحدد عدد المناصب المتباري في شأنها كما هو مبين في الجدول أسفله :

إطار الأصلي	إطار الترقية	شروط اجتياز الامتحان	عدد المناصب المتباري بشأنها	تاريخ إجراء لامتحان	آخر أجل لوضع طلبات الترشيح
مساعد اداري درجة ثانية	مساعد اداري درجة الاولى	6 سنوات من الخدمة الفعلية في الاطار الأصلي الى غاية 2021/12/1	منصب واحد	2022/01/30	2022/01/27
مساعد تقني درجة الثالثة	مساعد تقني درجة ثانية	6 سنوات من الخدمة الفعلية في الاطار الأصلي	يحدد عدد المناصب المتباري بشأنها في حدود 13% من عدد الموظفين المستوفين الشروط النظامية بالاطار	2022/01/30	2022/01/27

و على الراغبين في المشاركة في هذه الامتحانات أن يتقدموا شخصيا بطلبات ترشيحهم لدى

مكتب الموارد البشرية قبل آخر أجل لقبولها كما هو مبين أعلاه .

N°068/PA

CASA YOGA
Société à responsabilité limitée à associé unique Au capital de 100.000,00 dirhams
Siège social : rue Golfe des Comores
Villa Buapt II Casablanca
Transfert du siège social
Suivant procès verbal de l'Assemblée générale extraordinaire tenue en date du 06-12-2021, il a été décidé ce qui suit :
- Transfert du siège social à l'adresse suivante : 36 Rue Lotis Jawhara, Rez-de-chaussée, Sidi Moumen Casablanca
- Dépôt légal : Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de commerce de Casablanca, le 20/12/2021 sous le numéro 804921.

N° 069/PA

BOUKING YOGA
Société à responsabilité limitée Au capital de 10.000,00 dirhams
Siège social :
59 BD Zertouni étage 3 N° 8 Casablanca
Cession de Parts sociales
Suivant Procès Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30-11-2021, il a été décidé ce qui suit :

- Cession de 50 parts sociales de M. Mohammed Nabil SCALY au profit de M. Boukber EL OUARTI.
- Cession de 50 parts sociales de Mme Aurélie Julia Martin au profit de M. Boukber EL OUARTI
- Ratification de la nouvelle répartition du capital
- Démission et Nomination de la Gérance.
- Transformation de la société en SARL AU
Dépôt légal :
Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de commerce de Casablanca, le 22-12-2021, sous le numéro 805436.

N° 070/PA

Casa Yoga
Société à responsabilité limitée Au capital de 100.000,00 dirhams
Siège social : Rue Golfe des Comores
Villa Buapt II-Casablanca
Cession de parts sociales
Suivant procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 30-11-2021, il a été décidé ce qui suit :

- Cession de 300 parts sociales de M. Mohammed Nabil Scally au profit de M. Boukber El Ouardi.
- Cession de 400 parts sociales de Mme Aurélie Julia Martin au profit de M. Boukber El Ouardi.
- Cession de 300 parts sociales de M. Mohammed Karim Chraïbi au profit de M. Boukber El Ouardi
- Ratification de la nouvelle répartition du capital
- Démission et nomination de la gérance
- Transformation de la société en SARL AU
Dépôt légal :
Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de commerce de Casablanca le 20-12-2021 sous le numéro 804922.

N° 071/PA

SCOOTER PLUS SARL
Aux termes du PV de l'AGE du 25/11/2021 il a été décidé ce qui suit :
L'assemblée générale extraordinaire décide d'approuver l'acte de cession de 500,00 parts social (Cinq cent parts sociales) par Mr YACINE MOUZDAHIR à Mr IBRAHIM DERAOUI .Et décide d'augmenter le capital social de 500 000,00 DHS pour le porter de 100 000,00 DHS à 600 000,00 DHS par conversion du compte courant des associés et la création de 5000 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 100,00 DHS. Et décide par la suite de transformer la forme juridique de la société à responsabilité limitée à plusieurs associés (SARL) à Société à responsabilité limitée à associé unique (SARL AU). Et après la démission de Mr YACINE MOUZDAHIR du cogérant, L'assemblée générale extraordinaire décide de maintenir Mr IBRAHIM DERAOUI comme gérant unique de ladite société SCOOTER PLUS sans limitation durée. et de mettre à jour les statuts suite aux modifications.
Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de commerce Mohammedia sous

Le N°2776 datée le 30/12/2021 pour mention et insertion.

N° 072/PA

MH INOX SARL
Aux termes du PV de l'AGE du 15/12/2021 de la société MH INOX SARL a procédé la dissolution anticipée de la société et la mettre en liquidation amiable conformément aux dispositions l'égalité et statutaire a compter du 15/12/2021 la dénomination sociale sera en conséquence suivie de la mention (SARL en liquidation). Le siège de la liquidation est fixe au BD AL MAGHRIB EL ARABI DERB MARRAKECH BLOC 18 N°30 ALIA Mohammedia
Mr.KHANOUZ MOHAMMED est nommé par l'assemblée générale en qualité de liquidateur pour toute la durée de la liquidation.
Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de premier instance de Mohammedia sous Le N°2775 datée le 30/12/2021 pour mention et insertion.

N° 073/PA

CARMEN POISSON SARL
Société à Responsabilité Limitée au Capital Social de 100 000 DH
SIEGE SOCIAL: Sect. 4 Bloc D Hay Riad RABAT RC : 47729 Rabat
Suivant décisions de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée « CARMEN POISSON », en date du 4 octobre 2021 et après

constatation de l'impossibilité de la société de réaliser son objet, les associés prononcent, par anticipation, sa dissolution et nomment Mr Ouchen Rachid liquidateur.
Le siège de la liquidation est fixé à : Rabat, Sect. 4 Bloc D Hay Riad
Le dépôt a été effectué au tribunal de commerce de Rabat le 4 janvier 2022 sous le n° 121146.

N° 074/PA

Jumeirah Trading Company
Société à responsabilité limitée d'associé Unique Au capital de Cent Mille dirhams R.C n° : 527705

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 2 décembre 2021 il a été décidé le transfert du siège social de la société :
De :
Nador, Dr Achikha Dher Ibdora Bouarg
A :
Casablanca, Ain Chok, Hay Hala Rue 6 N° 86.
Le Dépôt légal a été effectué auprès du tribunal de commerce de Casablanca le 03/01/2022 sous le N°807005.

N° 075/PA

«MUMA TRANS» SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEEA ASSOCIEE UNIQUE
CAPITAL SOCIAL: 100.000,00 DHS
SIEGE SOCIAL:BD SEBTA HAY MERIEM N°36 ETAGE 1 APPT 3 MOHAMMEDIA
Clôture de liquidation
Suivant le procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire du 30/11/2021 de la société « MUMA TRANS» SARLAU, il a été décidé ce qui suit :
- Approbation du rapport du liquidateur ;
- Quitus au liquidateur ;
- Clôture de liquidation de la société.
Le dépôt légal a été déposé au tribunal de 1ère instance de Mohammedia le 03/01/2022 sous N° :03,RC N° : 22725.

N° 076/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Education Nationale
Du Préscolaire et des Sports
Centre Régional des Métiers de l'Education et de la Formation de l'Oriental
AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT
N° 01 / CRMEF.OR / 2022
Le Lundi 31 Janvier 2022 à 10 :00 H, il sera procédé dans la salle des réunions du Centre Régional des Métiers de l'Education et de la Formation de l'Oriental, sis : au Hay ALMASSIRA Place de Lille OUIJDA, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouverts sur offres de prix n° 01 / CRMEF.OR / 2022, concernant «L'entretien et le nettoyage du Centre Régional des Métiers de l'Education et de la For-

mation de l'Oriental et de ses annexes d'Oujda et de Nador.»
Le cautionnement provisoire est fixé à : 8000.00 DH (HUIT MILLE DIRHAMS, 00 CENTIMES).
L'estimation du coût des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : 339.364,77 Dhs TTC (TROIS CENT TRENTE NEUF MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUATRE DIRHAMES,77 CENTIMES Toutes Taxes Comprises)
Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés du bureau du Secrétariat du directeur du Centre Régional des Métiers de l'Education et de la formation de l'Oriental, Centre Al Massira Hay Al Massira place de Lille Oujda.
Ils peuvent également être téléchargés à partir du portail des marchés de l'Etat: <http://www.marchespublics.gov.ma>.
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27 et 29 et 31 du décret n°-2-12-349 du 8 Jourmada I (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis au du Secrétariat du directeur du Centre Régional des Mé-

tiers de l'Education et de la formation de l'Oriental, Centre Al Massira Hay Al Massira place de Lille Oujda.
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit transmettre leurs dossiers par voie électronique via le portail marocain des marchés publics.
Remarque : Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par les dispositions du règlement de la consultation.

N° 077/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION MARRAKECH-SAFI
PROVINCE DE SAFI
CERCLE HRARA
CAIDAT SOUK AYIR
COMMUNE TERRITORIALE D'AYIR
Avis d'appel d'offre ouvert n° : 01/2022
Affirmage du souk Jemaat Laakarta
Le 31 janvier 2022 à 10H00 du matin il sera procédé dans la salle des réunions de la commune territoriale d'Ayir à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offre de prix concernant l'affermage du souk Je-

maat Laakarta pour l'année budgétaire 2022 .
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service de la régie de recettes, il peut être téléchargé à partir du portail des marchés d'Etat www.marchespublics.gov.ma
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : dix-huit mille sept cent quatre-vingt dirhams (18 780 ,00 Dhs).
Le cout estimatif du maître d'ouvrage est fixé à la somme de trois mille cinq cent dhs par mois (3500,00 Dhs/mois).
Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doit être conforme aux règles des articles 27,29 et31 du décret n° 2.12.349 du 08 jourmada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent ;
- soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau d'ordre auprès de la CT Ayir.
- soit les envoyer par voie postale avec accusé de réception au bureau précité.
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation.

N° 078/PA



Royaume du Maroc
Ministère de l'Education Nationale
du Préscolaire & des Sports

L'ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION
DE LA REGION MARRAKECH-SAFI

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° : 01/AREF/2022

Le 28/01/2022 à 10:00 Heures, il sera procédé dans les bureaux de l'Académie Régionale d'Education et de Formation de Marrakech Safi, Service des achats et des marchés sis à Rue Abou Oubaida Daoudiate, Marrakech à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix, pour l'acquisition des valises multimédia avec ses équipements au profit des établissements scolaires relevant de l'AREF MS en lot unique :

Objet	Caution provisoire	Cout estimatif du maître d'ouvrage TTC
Acquisition des valises multimédia avec ses équipements au profit des établissements scolaires relevant de l'AREF MS en lot unique.	50 000,00 DHS (Cinquante mille dirhams)	4 046 400,00 DHS (Quatre millions quarante-six mille quatre cents dirhams).

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au Service des achats et des marchés de l'académie sis à Rue Abou Oubaida Daoudiate Marrakech. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du Décret n° 2.12.349 du 8 Jourmada 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit les déposer contre récépissé leurs plis dans les bureaux du Service des marchés et des achats sis à Rue Abou Oubaida Daoudiate, Marrakech
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au service précité ;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;
- Soit les envoyer par voie électronique conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n°20 - 14 du 8 kaada 1435 (04/09/2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 5 du règlement de la consultation

► La documentation et les catalogues exigés par le dossier d'appel d'offres doivent être déposés au siège de l'académie sise à : Rue Abou Oubaida Daoudiate Marrakech le 27/01/2022 à 16 h (date et heure limites pour le dépôt de la documentation et des catalogues.

N°079/PA

ATS LIFTING ENERGY SARL

I- Au terme d'un assemblée générale extraordinaire les associés de la société « ATS LIFTING ENERGY SARL » sise au : LOT VIADICCI RES RANIA IMM F IER ETG APPRT N°2 AIN HARROUDA MOHAMMEDIJA ils ont décidé ce qui suit :

Augmentation de capital de 100 000,00 dhs à 5 000 000,00 dhs de la société « ATS LIFTING ENERGY SARL »
II- Le dépôt légal a été effectué au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Mohammedia le 27/12/2021 Sous le N°2715 III- La déclaration de modification a été déposée le 27/12/2021 sous le N° 3016
N° 081/PA

« AYYATI CAR »

La Cession de Parts Sociales et La Transformation de la forme Juridique de la Société

- Au terme d'un Procès-verbal de l'AGE de la société * AYYATI CAR * S.A.R.L.A.U, du 20/12/2021 enregistré Le 22/12/2021, les associés de la dite société ont décidé ce qui suit :

* La Cession de (500 Parts) dans la société par :

* Le Cédant : Mr DAHMANI ABDELHADI (500 Parts Sociales)
* Le Cessionnaire : Mr SATTI MOUNIR (500 Parts Sociales)

* La Transformation de la forme juridique de la société d'une (S.A.R.L) en (S.A.R.L.A.U) (suite aux différentes modifications)

* La Modification des articles 1, 6, 7 et 17 des statuts
* La Mise à Jour des Statuts (suite aux différentes modifications)

- Le dépôt légal a été effectué au secrétariat greffe du Tribunal de 1er Instance de Mohammedia Le 30/12/2021 Sous N° 2780 dont R.C N° 10071/Casablanca.

POUR EXTRAIT ET MENTION
LA GERANCE

N° 082/PA

ANDUSTRIE SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE Au capital de 100.000,00 dirhams
Siège social : RUE 17 M, 40 BOULEVARD ANOUAL, N° 2, ETAGE 1, CASABLANCA
RC N°: 393813 / CASABLANCA
IF N°: 25006630

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 03/12/2019, les associés de la Société ANDUSTRIE SARL, au Capital de 100.000,00 Dirhams, dont le siège est à CASABLANCA, RUE 17 M, 40 BOULEVARD ANOUAL, N° 2, ETAGE 1 ont décidé ce qui suit :

• Cession des parts sociales : 500 (CINQ CENT) parts sociales appartenant à Mr DI-BOUNE BOUZZAOUI au profit de Mr MOUNAJI ABDALLAH ;
• Transformation de la Société en une Société A Responsabilité Limitée d'Assoc Unique ;
• Mise à jour des statuts ;
• Pouvoirs à donner.
Le dépôt légal a été effectué au Tribunal de Commerce de Casablanca le 18.12.2019 sous le N° 723896.
N° 083/PA

ANDUSTRIE SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE Au Capital Social de 100.000,00 Dirhams
Siège Social : RESIDENCE FADLALLAH IMM F3 40 AIN CHOCK, CASABLANCA
RC N°: 393813 / CASABLANCA
IF N°: 25006630
TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 19.07.2019, les associés de la Société ANDUSTRIE SARL au capital de 100.000,00 Dirhams, dont le siège est à CASABLANCA, RESIDENCE FADLALLAH IMM F3 40 AIN CHOCK, ont décidé ce qui suit :
- Le transfert du siège social à l'adresse suivante : RUE 17 M, 40 BOULEVARD ANOUAL N° 2, ETAGE 1, CASABLANCA ;

- La Modification corrélatrice de l'article « 4 » des statuts ;
- Les Pouvoirs à donner.
Le dépôt légal a été effectué au Tribunal de Commerce de Casablanca le 14.10.2019 sous le N° 716681.
N° 084/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTERE DE L'INTERIEUR PROVINCE DE KHENIFRA SERVICE DES MARCHES AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT 01/2022/INDH

Le 02 Février 2022 à 10 heures, il sera procédé dans les bureaux de M. Le Gouverneur de la Province de Khénifra à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix concernant :

Etudes techniques et suivi des travaux d'alimentation en eau potable des Douars relevant des communes : Aguelmous, Sebt Ait Rahou, Ait Ishaq, Lehri, Ait Saadelli, Moulay Bouazza, Tighassaline, El Borj et Aguelmam Azegza-Province de Khénifra
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré auprès service provincial des marchés relevant du Secrétariat Général de la Province de Khénifra, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de Dix mille Dirhams (10.000,00 dhs).
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de Quatre cent huit mille dirhams TTC (408.000,00 Dhs TTC)

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré auprès service provincial des marchés relevant du Secrétariat Général de la Province de Khénifra, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents et la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29, 31, 148, 149 et 150 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics, et l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 Kaada 1435 (4 Septembre 2014).

Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis au Service des Marchés ;
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit les déposés par voie électronique au portail des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 04 du règlement de consultation.
• Il est exigé pour le présent appel d'offres une copie certifiée conforme à l'original du certificat d'agrément dans le domaine d'activité D17
N° 085/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTERE DE L'INTERIEUR PROVINCE DE KHENIFRA SECRETARIAT GENERAL SM/DBM AVIS DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE N° 01/2022/CAFDR

Le 01 Février 2022 à 10 heures, il sera procédé, dans les bureaux de M. Le Gouverneur de la Province de Khénifra à l'ouverture des plis des architectes relatifs à la consultation architecturale pour : Etudes architecturales et suivi des travaux de construction d'une école primaire au centre Moulay Bouazza-Province de Khénifra.

Le dossier de la consultation architecturale peut être retiré au service des marchés de la Province de Khénifra, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés de l'état www.marchespublics.gov.ma

Le budget prévisionnel maximum, hors taxe, pour l'exécution des travaux à réaliser est de : Deux millions huit cent soixante six mille cent trente cinq dirhams (2.866.135,00 dhs) hors taxe

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents et la dématérialisation des procédures de passation des marchés doivent être conformes aux dispositions des articles 100, 101, 102, 148, 149 et 150 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013 relatif aux marchés publics, et l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 Kaada 1435 (4 Septembre 2014).

Il est prévu une visite des lieux le 17 Janvier 2022. Départ à partir du siège de la province de Khénifra à 10 heures du matin (Non obligatoire)
Les architectes peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau d'ordre de la Province de Khénifra ;
- Soit envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité
- Soit les remettre au président du jury de la consultation architecturale au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit les déposés par voie électronique au portail des marchés publics
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 05 du règlement de la consultation architecturale.
N° 086/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTERE DE L'INTERIEUR PROVINCE DE KHENIFRA SECRETARIAT GENERAL SM/DBM AVIS DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE N° 02/2022/CAFDR

Le 01 Février 2022 à 11 heures, il sera procédé, dans les bureaux de M. Le Gouverneur de la Province de Khénifra à l'ouverture des plis des architectes relatifs à la consultation architecturale pour : Etudes architecturales et suivi des travaux de construction d'une école primaire au centre Moulay Bouazza-Province de Khénifra.

Le dossier de la consultation architecturale peut être retiré au service des marchés de la Province de Khénifra, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés de l'état www.marchespublics.gov.ma

Le budget prévisionnel maximum, hors taxe, pour l'exécution des travaux à réaliser est de : Deux millions huit cent soixante six mille cent trente cinq dirhams (2.866.135,00 dhs) hors taxe

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents et la dématérialisation des procédures de passation des marchés doivent être conformes aux dispositions des articles 100, 101, 102, 148, 149 et 150 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013 relatif aux marchés publics, et l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 Kaada 1435 (4 Septembre 2014).

Il est prévu une visite des lieux le 17 Janvier 2022. Départ à partir du siège de la province de Khénifra à 10 heures du matin (Non obligatoire)
Les architectes peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau d'ordre de la Province de Khénifra ;
- Soit envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité
- Soit les remettre au président du jury de la consultation architecturale au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit les déposés par voie électronique au portail des marchés publics
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 05 du règlement de la consultation architecturale.
N° 087/PA

Le dossier de la consultation architecturale peut être retiré au service des marchés de la Province de Khénifra, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés de l'état www.marchespublics.gov.ma

Sur vos petits écrans



07.00 : Lecture du Saint Coran
07.10 : Tinoubka
07.40 : Arrouad
08.35 : Amouddou
09.30 : Chouk Sedra
10.20 : Lmoudir Lâam
10.35 : Lmoudir Lâam
10.50 : Oussrati
11.50 : Ahlam City
12.25 : Supermarket
12.40 : Supermarket
13.00 : JT Addahira
13.20 : Rdat Lwalida Saison 2
14.00 : JT en Amazigh
14.20 : JT en Espagnol
14.40 : Mister Senssour
14.50 : Mister Senssour
15.00 : Parlement Chambre des représentants
18.00 : Lmoudir Lâam
18.15 : Lmoudir Lâam
18.30 : JT en Français

18.50 : Babou Aala Babi
18.55 : Babou Aala Babi
19.00 : Quotidienne Bghit
Namchi Baid Capsule 2
19.10 : Ahlam City
19.50 : Supermarket
20.10 : Supermarket
20.30 : JT Principal
21.30 : Sourtek Bin Aâynya
22.20 : Rihla Al Khat Al Maghrebi
23.20 : Dernier bulletin d'information
23.50 : Taghrida Hamid El Hadri
02.00 : Ahlam City
02.35 : Lmoudir Lâam Ep19
02.55 : Lmoudir Lâam
03.10 : Rdat Lwalida Saison 2
03.40 : Chouk Sedra
04.30 : Tinoubka
05.00 : Arrouad
06.00 : Amouddou

05:55:00 : RELIGIEUX : Coran avec laureats mawahib tajwid al qor'an
06:00:00 : CH'HIWAT BLADI
06:25:00 : QUABHIYAT 2M
07:20:00 : MAGAZINE : KIF AL HAL
07:35:00 : FEUILLETON : DISQUE HYATI
08:20:00 : MAGAZINE : KITAB
08:35:00 : MAGAZINE : 2M MAG
09:30:00 : FEUILLETON : BAB LBHAR
10:00:00 : MAGAZINE : CH'HIWAT MAA CHOUMICHA
10:05:00 : FEUILLETON : BAYNA NARAYNE
10:45:00 : MAGAZINE : KIF AL HAL
11:00:00 : SABAHIYAT 2M
11:55:00 : SERIE : AL BAHJA... TANI
12:30:00 : MAGAZINE : capsule : taja
12:35:00 : METEO
12:45:00 : NEWS : AL AKHBAR

13:15:00 : SPORT : MOUJAZ RIYADI
13:25:00 : FEUILLETON : LAHN AL HAYAT
14:15:00 : NEWS : ECO NEWS
14:20:00 : JOURNAL AMAZIGH
14:30:00 : FEUILLETON : FORSA TANIYA
15:50:00 : FEUILLETON : BAB LBHAR
16:15:00 : FEUILLETON : BAYNA NARAYNE
17:15:00 : MAGAZINE : JUST FOR LAUGHS
17:40:00 : MAGAZINE : BGHIT NAARAF
17:50:00 : DESSIN ANIME : ZIG & SHARKO
18:10:00 : MAGAZINE : CH'HIWAT MAA CHOUMICHA
18:15:00 : MAGAZINE : POP UP
18:25:00 : FEUILLETON : LOU3BAT AL QADAR
19:15:00 : MAGAZINE : CAPSULE ZOUR BLADEK

19:25:00 : FEUILLETON : AL WA3D
20:15:00 : NEWS : INFO SOIR
20:45:00 : SPORT : QUE DU SPORT
20:50:00 : METEO
20:55:00 : NEWS : ECO NEWS
21:10:00 : METEO
21:15:00 : NEWS : AL MASSAIYA
21:50:00 : FEUILLETON : SOUQ DLALA
22:45:00 : MAGAZINE : J'AI TANT DE CHOSES A VOUS DIRE
23:45:00 : MAGAZINE : NIDAE
00:05:00 : FEUILLETON : LAHN AL HAYAT
00:50:00 : FEUILLETON : AL WA3D
01:35:00 : MAGAZINE : MAGAZINE
02:40:00 : MAGAZINE : ZOUR BLADEK
03:05:00 : FEUILLETON : Doumou3 arrijal
03:55:00 : FEUILLETON : LOU3BAT AL QADAR
04:40:00 : DOCUMENTAIRE : Charayine al ard : le safran

Mots flechés

Par Abou Salma

Jeux & Loisirs

TÉLÉ- COPER	EN AOÛT	NIAIS	CHIGNER EN SIBÉRIE	DRAME NIPPON	RAILLE EN ACTIVITÉ	FLAMBÉE	NYPHÉ
COUP MONTÉ							
BOUGE						VOYELLES CYLIND- RAXE	
AGITÉ ET BRUYANT	CALCIUM UNIFOR- MITÉ		TURLU- PÎNER	LE BOUT DE LA LANGUE	POTE EN SUBSTANCE		ZÉRO EN ANGLAIS
FERME LES YEUX					ESSOR		
DANS LE VENT		RADIUM DÉMONS- TRATIF		IMPITO- YABLE	RÉCUSE GOUVER- NAIL		
			TRUST				ABRÉGÉ D'ÉCRI- TURE
PANTAL- ON	RÈGLE PLATE BOX		MILLE- PATTES	EN RUÏNE		PÈRE DE THÉSÉE	GAZ RARE
DIVISION PAR LOTS							
PRÊTE- NOM		COUTIL- MES		HÉBERGÉE EN ARGENT			
JAILLIR					TUBE FLUORE- SCENT		
FIN D'ANNÉE		ÉTENDUES ARIDES				PARTIE DU GENOU	

Solution mots flechés d'hier

EST LA TERRAIL	PIKIRO	A	ACRIBIE HYMÈNE	P	CRUSSE MÈRE DE GÉRALD	NOUVE DE PILIPS	LE DE SYNTHÈ MÈSON	LETTRE TON MÈNS	N	VENUS AU VOMME	TOP DE BOUCHE
A	C	C	O	O	U	C	C	H	E	M	E
ORDI	N	A	I	R	A	I	R	E			
L	I	E	E	S	L	A	S	O	C		
F	A	T	R	E	B	O					
A	F	F	I	C	H	E	T	E	S	T	
E	R	E	R	A	R	D	E	N	T		
U	O	N	O	G	I	N					
A	R	C	H	E	P	E	R	O	N	E	
E	N	C	H	A	I	N	E	S			
N	A	M	C	I	A	C					
S	P	I	R	A	L	E	E	R	E		
E	I	E	Y	E	I	L	A	L			

Directeur de la Publication et de la Rédaction
Mohamed Benarbia

Secrétaire général de la rédaction
Mohamed Bouarab

Rédaction
Hassan Bentaleb
Alain Bouithy
Mourad Tabet
Wafaa Mejdoubi
Mehdi Ouassat
Chady Chaabi
Rachid Meftah

Responsable des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzaïr

Service technique
Khadija Sabi (Responsable)
Meryem Warrach
Myriem Rehane
Khadija Halafi
Hafid Bouzarouata
Mariama Farki

Elkandoussi Elmardi
Révision
Abdelmoumeïn Warrach

Secrétariat
Asmaa Tabaa

Photographe
Ahmed Laaraki

Correspondants
Ahmadou El Katab (Laâyoune)
Abdelali khallad (Essaouira)

Collaborateurs
Chouaib Sahnoun
Khalil Benmouya

Adresse de la Rédaction
33, Rue Amir Abdelkader
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

E-mail:
liberation@libe.ma
Téléphone:
0522 61.94.04

Fax de la rédaction:
0522 62.09.72

Service annonces et publicité
E-mail:
annoncesliberation@libe.ma

Youssef El Gahs
Mouna El Youssoufi
Loubna Baghdadadi
Latifa Mounir
Rkia Ait Dahman
Siham Zaiter
Fadwa Choukri

44, Avenue des F.A.R
3^{ème} Etage - Casablanca
Tél: (0522) 31.00.62
0522 62.32.32
0522 60 23 44
Fax: 0522 31.28.10

Imprimerie
Les Editions Maghrebines

Distribution
SAPRESS
Dossier de PRESSE
130 / 64

Site web:
www.libe.ma

Journal Libération

Libération Maroc

المغرب OJD MAROC
2017
www.ojd.ma

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2					■					
3				■			■			
4					■					
5		■						■		
6			■						■	
7							■			
8				■						
9					■					
10						■				

HORizontalement

- 1- Rascasse blanche
- 2- Seins populaires – Entité politique
- 3- Petit if – Possessif – Élément
- 4- Habillé – Tour d’hélice
- 5- Végétal – personnel
- 6- Amon – Clarté
- 7- Surmenage – Blonde au bar
- 8- Courroux – Faire de l’épate
- 9- Becs de labo – Bâtit
- 10- Elan – Amour d’Osiris

VERTICALEMENT

- 1- L’alma mater
- 2- Idéal – Foyers
- 3- Fenouil bâtard – Piège
- 4- Eclot – Eau du Congo – Direction
- 5- Vieux service – Madré
- 6- Amiante
- 7- Indicateur – Pas lèche – Calife
- 8- Retins – Rouspètes
- 9- Double – Fils de Jacob
- 10- Essayeras en premier

Solution mots croisés d’hier

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	L	E	G	E	R	E	M	E	N	T
2	I	N	E	G	A	L	E	■	I	E
3	T	E	L	E	■	A	N	T	E	S
4	T	E	■	R	E	S	T	A	N	T
5	E	■	P	I	S	T	E	■	T	E
6	R	A	I	E	■	I	N	O	■	S
7	A	N	E	■	A	C	T	E	S	■
8	I	■	D	E	M	I	■	U	S	E
9	R	U	■	R	E	T	I	F	■	S
10	E	S	P	E	R	E	R	■	U	T

Grilles de sudoku

Facile

7	5			2				8
			8	7				1
			6		5	2	4	7
3	1			6	7			9
8	7		1	4				3
6	9	7	3		2			
5				8	1			
	8			9			2	3

Moyen

		2		1				3
9			3			2		5
3				6				
	4	8	7					1
		9	5	4	2	3		
6					8	7	4	
			4					7
5	6				7			9
	1			5	8			

Difficile

		8	5			3		
		6			9	5		
3			8	1				
4								
1			7	4	5			3
								6
				5	3			4
		5	2			8		
		2			7	6		

Expert

			6	3	9		7	4
						1		
					4		5	6
	1	6						3
			4		8			
5						2	8	
2	4		8					
		5						
7	9		3	5	6			

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9. Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d’hier

Facile

8	2	1	9	4	3	5	6	7
6	5	3	1	7	2	9	4	8
7	9	4	8	6	5	3	1	2
5	7	9	2	1	8	4	3	6
3	6	8	7	9	4	2	5	1
4	1	2	5	3	6	7	8	9
2	3	6	4	8	7	1	9	5
1	8	5	3	2	9	6	7	4
9	4	7	6	5	1	8	2	3

Moyen

6	3	1	4	5	9	7	2	8
9	8	4	2	3	7	6	1	5
2	7	5	1	6	8	9	3	4
8	5	2	6	4	3	1	7	9
3	9	7	8	2	1	5	4	6
1	4	6	7	9	5	2	8	3
7	1	3	9	8	6	4	5	2
4	6	8	5	7	2	3	9	1
5	2	9	3	1	4	8	6	7

Difficile

3	1	4	7	2	5	8	6	9
5	8	6	1	9	4	3	7	2
2	9	7	8	6	3	4	5	1
7	4	5	2	1	6	9	3	8
8	2	3	9	5	7	6	1	4
9	6	1	3	4	8	7	2	5
4	5	9	6	7	1	2	8	3
1	7	8	4	3	2	5	9	6
6	3	2	5	8	9	1	4	7

Expert

5	4	1	9	2	8	3	6	7
7	9	6	4	1	3	2	5	8
3	8	2	6	7	5	1	9	4
4	7	3	5	8	1	9	2	6
8	1	9	2	6	4	5	7	3
2	6	5	3	9	7	8	4	1
9	3	7	1	4	2	6	8	5
6	5	8	7	3	9	4	1	2
1	2	4	8	5	6	7	3	9

Sport



Une édition qui voit le jour malgré les tumultes

Événement très attendu des amoureux du ballon rond dans le continent africain, la 33^e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), prévue du 9 janvier au 6 février au Cameroun, a pu résister aux différents écueils pour voir le jour malgré les tumultes.

En effet, cet événement a fait l'objet de plusieurs rumeurs sur un éventuel report voire une annulation en raison de la situation épidémiologique ou de l'incapacité du pays d'hôte d'organiser ce rendez-vous.

Ainsi, et en raison du climat pluvieux au Cameroun, cette édition de la CAN, qui devait se tenir en été, a été reprogrammée au mois de janvier, permettant à cette compétition continentale de retrouver son créneau régulier après avoir été décalée en été depuis l'édition 2019 en Egypte.

En juin 2021, des informations de presse ont rapporté que le Cameroun est dans l'incapacité d'organiser ce rendez-vous de grande ampleur, ce qui aurait mis la Confédération africaine de football (CAF) dans l'embarras pour reporter ou annuler la CAN.

Des doutes ont également commencé à planer sur la capacité du pays hôte à organiser la CAN en octobre et novembre derniers à cause des travaux inachevés au stade Olembé poussant le comité



d'organisation de la CAF à accorder un ultimatum au Cameroun pour finaliser ces travaux.

Le variant Omicron a également jeté son dévolu sur cette édition après que le président de la FIFA, Gianni Infantino a exprimé son souhait de la reporter à une date ultérieure.

Cette période a été en outre marquée par une forte pression sur le Comité exécutif de la CAF, notamment après que l'Associa-

tion des clubs européens ait exprimé son souhait que ce rendez-vous du ballon rond africain soit reporté afin de retenir les joueurs stars du continent qui évoluent au sein des championnats européens sous prétexte des risques de contamination par le coronavirus et son variant Omicron.

Cette pression a pris de l'ampleur après que l'Association des clubs européens a adressé une lettre à la FIFA menaçant de ne pas

libérer les joueurs africains pour rejoindre leurs équipes nationales à cause des mesures de quarantaine et des restrictions de voyage.

Mais les défenseurs du droit du continent africain à organiser son tournoi phare de football ont rétorqué que ces objections ne sont pas apparues lorsque les joueurs se sont rendus au Championnat d'Europe des nations l'été dernier, de même qu'aucune crainte du coronavirus n'a été ex-

primée malgré la présence du public dans les terrains pour la première fois depuis le début de la pandémie.

Les médias européens se sont également jetés corps et âme dans cette bataille, à l'instar du quotidien britannique «Daily Mail» qui a évoqué des menaces sur la sécurité des joueurs à cause de la situation au Cameroun.

A son tour, le président de la FIFA, Gianni Infantino, a présenté lors d'une conférence de presse une proposition relative à la tenue de la CAN en septembre ce qui résoudrait bien des problèmes, insistant sur la nécessité de penser aux championnats européens dont les clubs comptent plusieurs joueurs africains.

Le patron du football mondial s'était réuni avec le Comité exécutif de la CAF dans une tentative de convaincre ses membres de ne pas organiser la compétition en janvier, une proposition rejetée par la CAF et le fraîchement élu président de la Fédération camerounaise de football, Samuel Eto'o.

La déclaration, le 20 décembre, du président de la CAF, Patrice Motsepe, est tombée comme un couperet pour mettre un terme aux rumeurs en annonçant que la CAN sera organisée comme prévu au Cameroun, excluant tout report de cette manifestation continentale.

Une jauge entre 80% et 60% de spectateurs

La Confédération africaine de football (CAF) a fixé à 80% le nombre de spectateurs dans les stades accueillant l'équipe du pays organisateur, et à 60% le taux de remplissage pour les autres matches comptant pour la 33^e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) qu'accueille le Cameroun du 9 janvier au 6 février 2022.

"La capacité maximale de 80% ne s'appliquera que pour les matchs du pays hôte, le Cameroun, tandis que le reste des matchs sera plafonné à 60% de la capacité du stade", a précisé la CAF dans un communiqué publié sur son site officiel.

"Après plusieurs concertations avec le gouvernement camerounais, à la lumière des évolutions de la

crise sanitaire et des défis imposés par la pandémie de Covid-19, la CAF et le Comité local d'organisation ont convenu de plafonner entre 60% et 80%, la capacité des stades pendant la Coupe d'Afrique des nations TotalEnergies Cameroun 2021", souligne l'instance africaine.

Dans une circulaire adressée aux fédérations des 24 sélections participantes, l'instance justifie cette mesure par le souci d'adapter la jauge au protocole sanitaire de la Covid-19.

La CAF estime qu'une limitation drastique des jauges des stades pour ladite compétition "ne s'imposait pas en l'état au Cameroun", et qu'aucune limitation dans ce sens ne lui a été imposée par les autorités locales.

Elle souligne cependant qu'à

titre volontaire, et en complément des mesures préventives déjà adoptées, à savoir la vaccination et les tests obligatoires pour tout spectateur, les dites jauges "seront appliquées jusqu'à nouvel avis".

La confédération africaine assure néanmoins qu'elle continuera à observer avec attention l'évolution de la situation sanitaire du pays d'accueil durant la compétition, en adaptant ses contraintes sanitaires le cas échéant.

A signaler qu'un protocole sanitaire strict a été mis en place au Cameroun. Les supporters devront être entièrement vaccinés et présenter un test PCR négatif de moins de 72 heures, ou un antigénique négatif de moins de 24 heures, pour assister aux matches de la compétition continentale.

Le président du Sénégal met la pression sur Mané et les Lions en réclamant le titre

Le président sénégalais Macky Sall a mis la pression sur la bande à Sadio Mané mardi à quelques heures de son départ pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN), la pressant de rentrer avec le trophée après deux finales perdues.

"Cette fois-ci, je ne parle pas de finale mais de coupe. Il faudra vous battre pour nous ramener la coupe", a dit le dirigeant sénégalais, s'adressant en langue oulof au staff et aux joueurs au pa-

lais présidentiel.

"Vous pouvez le faire. Vous êtes les meilleurs aux plans tactique, technique et qualitatif", a-t-il poursuivi en français, le reste étant à présent une question de "volonté" et de "combativité" selon lui.

Le chef de l'Etat a remis le drapeau national aux joueurs, qui avaient rallié le palais à bord du train express régional mis en service quelques jours auparavant entre Dakar et sa banlieue.



Les Lions de l'Atlas poursuivent leur préparation à Yaoundé

La sélection nationale de football continue de peaufiner sa préparation, à Yaoundé, au Cameroun, à une semaine peu s'en faut, de son premier match comptant pour la Coupe d'Afrique des nations CAN 2021.

Les Nationaux ont effectué ce mardi une troisième séance en présence des joueurs qui ont fait le voyage, en attendant que ceux évoluant dans les championnats étrangers, espagnol et anglais notamment, les rejoignent.

Comme lors de la précédente séance, le sélectionneur national, Vahid Halilhodzic, s'est focalisé sur l'aspect physique et technique de l'équipe afin de permettre

aux joueurs d'être en jambes et apporter les "avant-derniers" ajustements tactiques avant le premier match les opposant au Ghana.

Arrivés dimanche à Yaoundé, les Lions de l'Atlas avaient effectué, lundi, deux séances d'entraînement. Lors de la première séance, il était surtout question de s'acclimater avec la température et l'environnement tropical de ce pays africain afin de pouvoir tenir les 90 minutes de jeu, minimum, dans un climat chaud et très humide.

Au cours de la seconde séance, le coach avait essayé d'huiler les automatismes et d'apporter les dernières touches technico-tactiques, mais également physiques. Lors de la phase finale de cette 33^{ème} édition de la CAN, le Maroc évoluera dans le groupe C, aux côtés



du Ghana, du Gabon et des Comores.

Les Lions de l'Atlas entameront le tournoi face aux Black Stars le 10 janvier.

Une CAN-2021 à double tranchant pour les Lions indomptables



C'est en effet son statut de pays hôte de la 33^{ème} Coupe d'Afrique des nations (CAN-2021), qui lui a valu une qualification d'office, mais lui durcit en même temps la tâche et le met entre le marteau et l'enclume. Certes, le Cameroun, en accueillant de nouveau la grande fête du football africain 50 ans après, sera porté par le ferveur de tout un peuple, mais sera également confronté à une forte pression d'une nation habituée au succès.

Un total de 21 participations, 5 fois vainqueurs, les Lions indomptables auront la lourde tâche d'ouvrir la compétition à Yaoundé le 9 janvier face au Burkina Faso dans le cadre du groupe A. Ce sera un choc entre les Lions indomptables et les Etalons. Il s'agira aussi d'une superbe affiche dans le nouveau stade d'Olembé où un écran de 60.000 places va rugir de plaisir.

Pour cette CAN-2021, un 6^{ème} titre paraît en effet à la portée de la sélection de Toni Conceição, qui, depuis 2019, a réussi à bâtir un vrai collectif homogène et bonifié par plusieurs stars comme André

Onana, Zambo-Anguissa ou encore Karl Toko-Ekambi, ce qui fait du Cameroun le favori naturel du groupe A.

En outre, l'équipe du Cameroun est historiquement difficile à manœuvrer chez elle. Même si l'effectif du Cameroun n'est pas le meilleur du continent, son statut de pays hôte le place parmi les prétendants sérieux au titre. Le sélectionneur portugais des Lions indomptables a, d'ailleurs, fixé comme objectif "d'arriver au moins en finale".

Egalement, la récente élection de la légende du football camerounais, Samuel Eto'o, à la tête de la Fédération camerounaise de football, pourrait enclencher une dynamique positive pour une sélection dont la poule reste plutôt abordable.

Le technicien Toni Conceição avait dévoilé, le 22 décembre 2021, la liste des 28 Lions indomptables retenus pour la CAN-2021 prévue du 9 janvier au 6 février 2022.

Dans cette liste, on retrouve de nombreux pensionnaires de la Ligue 1, à savoir Stéphane Bahoken (Angers SCO), Jean-Charles Castelletto (Nantes), Ignatius Ganago (Lens), Harold Moukoudi et Yvan Neyou

(ASSE), Junior Onana (Bordeaux), Ambroise Oyongo (Montpellier) et Karl Toko-Ekambi (Lyon).

D'anciens joueurs de la Ligue 1 ont également été sélectionnés comme Zambo-Anguissa, James Léa-Siliki, Vincent Aïoubakar, Clinton Njite et Eric-Maxim Choupo-Moting.

Il est à noter que, malheureusement, quatre joueurs de la sélection camerounaise ont été récemment testés positifs à la Covid-19 et ont été placés à l'isolement, quelques jours avant le début de la CAN-2021. Il s'agit de Pierre Kunde Malong, Jean Efula Konguep, Michaël Ngadeu Ngadjui et Christian Bassogog.

Pire encore, l'attaquant du Bayern de Munich et star de l'équipe, Eric Maxim Choupo-Moting, "a quitté l'entraînement avant son terme pour une douleur aiguë au genou droit", avait déclaré Serge Guiffo, le responsable de la communication des Lions indomptables.

Cela complique encore plus la tâche des Lions indomptables qui affronteront, en plus du Burkina Faso en match d'ouverture, l'Éthiopie (le 13 janvier) et le Cap-Vert (le 17 janvier).

Le virus frappe plusieurs sélections

Le Sénégal contraint à reporter son voyage au Cameroun

Le départ de la sélection du Sénégal pour la Coupe d'Afrique des nations de football, initialement prévu mardi soir, a été reporté à hier mercredi, à cause de trois cas de Covid détectés dans l'effectif.

"Il y a au moins trois cas: Saliou Ciss, (Mamadou) Loum Ndiaye et Habib Diallo, en plus d'autres cas suspects", a confié mercredi à l'AFP un responsable du ministère sénégalais des Sports.

Les Lions testés positifs –qui évoluent respectivement à Nancy (L2 française), au Deportivo Alavés (Liga espagnole) et à Strasbourg (L1 française)– "doivent être mis en quarantaine", a-t-il précisé, ajoutant que le départ pour le Cameroun prévu mardi soir avait été remis à mercredi.

Le chef de l'État sénégalais Macky Sall a remis mardi le drapeau national aux joueurs, qui figurent parmi les favoris de la compétition et devraient décoller dans la soirée pour le Cameroun, où se dispute la CAN du 9 janvier au 6 février.

Le Sénégal, qui n'a jamais gagné la CAN, a raté le coche en finale en 2000 contre le Cameroun et en 2019 contre l'Algérie.

Les Lions, menés par l'attaquant de Liverpool Sadio Mané et le gardien de but de Chelsea Edouard Mendy, affronteront dans le groupe B le Zimbabwe le 10 janvier, la Guinée le 14 et le Malawi le 18.

Les Tunisiens Jaziri et Msakni testés positifs

Un deuxième joueur, Seïfeddine Jaziri, a été testé positif au Covid-19 à cinq jours du début de la CAN, a annoncé mardi la fédération tunisienne de football.

Lundi, la fédération avait annoncé la contamination du milieu de terrain, Youssef Msakni.

Seïfeddine Jaziri a été sacré meilleur buteur de la Coupe arabe de la FIFA, organisée en décembre au Qatar, en inscrivant quatre buts.

L'instance tunisienne a souligné que le processus d'inscription des joueurs a été clôturé le 30 décembre 2021.

Or, la réglementation de la CAN n'inclut pas la possibilité de changer de joueur après cette date, même en cas d'infection au Covid-19, d'autant que les équipes ont pu désigner 28 joueurs au lieu de 23, comme c'était le cas auparavant.

Le sélectionneur de la Tunisie Mondher Kebair avait choisi une liste de 28 joueurs pour la compétition continentale (9 janvier au 6 février), dans laquelle ne figurait pas Ferjani Sassi, qui évolue à Al-Duhail au Qatar, atteint par le Covid-19.

Le gardien Moez Hassan (Club Africain) a également été écarté après des prestations jugées décevantes de l'ancien niçois lors de la Coupe arabe, où la Tunisie s'est inclinée en finale face à l'Algérie.

La Tunisie a décroché le titre africain une seule fois dans son histoire, quand elle avait organisé cette compétition en 2004.

Lors de la dernière édition en 2019, la Tunisie avait terminé à la 4^e place.

Les Aigles de Carthage, qui évolueront dans le groupe F, affronteront la Gambie (20 janvier), la Mauritanie (16 janvier) et le Mali (12 janvier).

La Gambie empêchée de remplacer ses joueurs atteints du Covid

La Confédération africaine de football (CAF) a refusé à la Gambie de remplacer plusieurs de ses joueurs contaminés par le Covid-19 pour disputer la Coupe d'Afrique des nations, a indiqué mardi son entraîneur qui parle de "catastrophe" pour le petit de la compétition.

"Nous avons demandé à la CAF de remplacer certains de nos joueurs touchés par le Covid-19 mais la réponse est non. Ils nous ont dit qu'il y avait 28 joueurs et qu'on pouvait puiser dans ce nombre", a dit le sélectionneur belge des "Scorpions" Tom Saintfiet s'exprimant sur les comptes sociaux de la fédération.

"Si on en restait là, ce serait une catastrophe", a-t-il ajouté, sans préciser combien de joueurs étaient porteurs du virus.

La Gambie, actuellement en préparation au Qatar avant de rentrer jeudi puis de rallier le Cameroun, avait annulé ses deux matches de préparation contre l'Algérie samedi dernier et la Syrie mercredi en raison de l'indisponibilité de 16 des 28 joueurs. Le sélectionneur avait invoqué sur Facebook le Covid-19, mais aussi des maladies, des blessures et des restrictions de voyage.

La Gambie s'est qualifiée pour la première fois pour le tournoi continental. Elle doit affronter le 12 janvier la Mauritanie, quatre jours plus tard le Mali, et la Tunisie le 20 janvier pour clore sa phase de groupe.

A la BCE, un laboratoire secret anti-contrefaçons

Au vingt-troisième étage de la tour abritant la Banque centrale européenne à Francfort, on pénètre par un sas de sécurité dans un endroit secret: le laboratoire de lutte contre les billets contrefaits en euros en circulation.

Une pièce aux allures de salle de travaux pratiques d'un collège renferme une série de machines sophistiquées, entre un microscope pour la vision en 3D, une balance réglée au microgramme près et un lecteur scientifique pour analyser la dizaine de signes apparents de sécurité insérés comme "signature" dans chaque billet.

La poignée d'experts qui y travaille est chargée de repérer les dernières techniques d'imitation employées par les faussaires.

Car la contrefaçon des euros reste, 20 ans après la mise en circulation des espèces, une réalité, même si le nombre a diminué au fil des années.

Environ 460.000 fausses coupures en euros ont ainsi été retirées de la circulation en 2020, soit une baisse de 18% sur un an.

Par comparaison, il y a actuellement environ 27 milliards de billets en euros en circulation.

Les experts à Francfort doivent mener un travail de fourmi, en comparant au microscope les vraies des fausses coupures à partir d'infimes détails de sécurité.

Sur un vrai billet en euros agrandi près de soixante-dix fois sur l'écran d'un ordinateur, l'intérieur du nombre "vingt", sa valeur, ressemble ainsi aux sillons d'un champ de labour, soulignant une impression en relief, comme démontré par l'équipe de la BCE. Une grossière contrefaçon n'aurait pas le même rendu.

Les citoyens dehors n'ont eux "pas forcément le réflexe de bien regarder les billets pour repérer facilement les imitations", explique Eric Languillat, un des experts de la Banque centrale.

La BCE sensibilise depuis des années le public via la méthode consistant à "toucher, regarder, incliner" le billet.

Car "si on regarde bien un billet, la qualité d'une contrefaçon étant en général assez mauvaise, ce sera très facile de l'identifier", assure M. Languillat.

Au final, le risque demeure malgré tout "très faible" pour les consommateurs de récupérer un faux billet, veut croire aussi Jean-Michel Grimal, responsable de la Division du développement des billets au sein de la BCE.

Cela explique selon lui la "forte cote de confiance" de la monnaie unique comme moyen de paiement sécurisé au sein de la population européenne, à près de 80% selon les dernières enquêtes publiques.

La pièce stratégique du laboratoire, posée dans un coin, est une armoire de



fer qui nécessite deux personnes pour l'ouvrir, chacune connaissant une partie d'une combinaison secrète.

Dedans sont stockés près de 1.000 billets imités, du 5 au 500 euros, qui ont été analysés à cet endroit depuis une vingtaine d'années.

Chaque pays de la zone euro dispose de son propre centre des contrefaçons. Mais c'est à Francfort qu'est dressé le catalogue des billets les plus "intéressants" car les mieux imités, explique Eric Languillat.

Ces données vont aider à leur tour

les forces de police comme Europol qui traquent les réseaux criminels.

Les équipes de recherche et développement de la BCE, chargées d'améliorer la qualité et la sécurité des billets, sont aussi intéressées par les découvertes de ce laboratoire.

"Si on constate des efforts technologiques particuliers déployés par les contrefacteurs, les équipes de R&D vont se demander s'il n'y a pas quelque chose à mettre en place pour les contrecarrer", explique M. Grimal.

Chaque année, l'institut monétaire

mobilise d'importants budgets pour tenter de fabriquer des billets inimitables. Et cette recette reste pour des raisons évidentes secrète.

Le but est de "réduire le risque de contrefaçon à zéro ou presque", selon M. Grimal, un ingénieur, qui fut chercheur chez Saint-Gobain avant de rejoindre le monde des banques centrales.

Les efforts déployés par la BCE restent "un très bon investissement en comparaison du coût que représenterait une crise de contrefaçon" majeure en zone euro, est-il convaincu.

Recettes

Tarte au chocolat



Pour la pâte

- 1 pâte sablée
- Pour la garniture
- 500 g de crème liquide
- 300 g de chocolat noir pâtisseries
- 2 oeufs

Préparation :

1- Garnissez un moule avec la pâte sablée et faites-la cuire à blanc (sans garniture) à 170°C de 30 à 35 minutes. Adaptez le temps de cuisson selon votre four, certains ne nécessitent qu'une vingtaine de minutes.

Laissez le four en route pour la cuisson de la tarte garnie.

2- Faites fondre le chocolat au four à micro-ondes ou au bain-marie.

Quand les 3/4 sont fondus, laissez hors du feu.

Ajoutez les oeufs au chocolat et mélangez bien.

Ajoutez la crème liquide au mélange et mélangez bien. Le mélange va épaissir car le chocolat est encore un peu chaud.

3- Versez la crème au chocolat sur le fond de tarte, lissez la surface puis enfournez toujours à 170°C ou Th.6 pendant une quinzaine de minutes. Le mélange doit être pris.

Dégustez-la à peine tiède.

Une chaîne de restaurants lance des burgers préparés par un robot

L'enseigne de restauration rapide israélienne BBB propose depuis quelques jours un burger végétal, fabriqué et cuit par un robot qui adapte cuisson et composition en fonction des exigences des clients, une nouveauté selon le fast food.

"C'est la première fois qu'une machine fabrique automatiquement un hamburger personnalisé", a affirmé à l'AFP Racheli Vizman, PDG de SavorEat, la start-up israélienne spécialisée dans la production d'alternatives à la viande à l'origine du concept.

Chacun peut choisir la quantité de protéines végétales ou de matières grasses dans son steak ainsi que sa taille ou sa cuisson via une application, poursuit-elle.

Le "robot chef", de la taille d'un grand four, peut fabriquer simultanément trois steaks différents.

L'appareil mélange plusieurs ingrédients comme des haricots, des pommes de terre et des pois chiches pour former une texture "qui ressemble à celle de la vraie viande", explique Mme Vizman, qui a créé en 2018 sa société avec deux professeurs universitaires.

Le tout est cuit en quelques minutes, assure-t-elle, soulignant que le



produit dépourvu de protéines animales est caché, conformément au code alimentaire du judaïsme.

"La nouveauté", selon la PDG du groupe BBB Ahuva Turgeman, c'est que le client sélectionne les ingrédients et le robot exécute sans que personne ne touche le steak, qui est ensuite mis manuellement entre deux tranches de pain.

Les curieux pourront dans un premier temps tester cette nouveauté culinaire dans le restaurant de la ville d'Herzliya, près de Tel-Aviv, pour environ 60 shekels (17 euros), frites et

boisson incluses.

"Nous souhaitons répondre aux envies des végétariens, végétaliens et flexitariens" qui mangent occasionnellement de la viande, poursuit Mme Turgeman.

Environ 5% de la population israélienne se déclare vegan et le marché des alternatives à la viande est en plein essor, selon SavorEat.

Racheli Vizman affirme vouloir à l'avenir offrir aux ménages des capsules qui produisent de la nourriture, au même titre que les machines à café.